

ÉTHIQUE

Quand des avocats paient pour une faute qu'ils prétendent n'avoir pas commise

Page B 10



CULTURE

Le Festival de musique de chambre déménage au centre-ville

Page B 12



LE MONDE



François Brousseau

La torture et les mots

C'est peut-être la plus grosse nouvelle de la semaine: les États-Unis viennent de déclarer solennellement qu'ils se considèrent liés par la Convention de l'ONU sur la torture. C'est sorti, mercredi dernier, de la bouche de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice. Mme Rice tentait — au milieu d'une difficile tournée en Europe — de calmer les inquiétudes sur les pratiques singulières des services secrets américains, dans un contexte d'obsession antiterroriste.

Si ces belles déclarations ont eu l'effet immédiat qu'elles visaient — calmer les dirigeants européens, au moment d'une visite diplomatique — elles n'ont pas pour autant, c'est le moins que l'on puisse dire, suffi à rassurer l'opinion mondiale.

Quelques phrases prononcées la semaine dernière par divers officiels américains sur «l'horrible question»...

«Nous n'utilisons pas l'espace aérien ou les aéroports d'aucun de nos partenaires pour des activités qui feraient que des transferts pourraient aboutir à la torture.»

«Nous ne transférons pas [des détenus] à des pays qui torturent. Cela a été notre politique et cela restera notre politique.»

«Le gouvernement des États-Unis n'autorise ni ne soutient la pratique de la torture contre des détenus.»

Ces déclarations ont inspiré, la semaine dernière, beaucoup de scepticisme à la presse américaine. Une presse qui s'est décidément relevée de sa torpeur complaisante de l'automne 2002 et du printemps 2003, lorsqu'elle avait accompagné, tambour battant, la marche à la guerre...

Maureen Dowd, célèbre chroniqueuse du *New York Times*, a ainsi pu écrire: «Tout cela dépend du sens que vous donnez aux mots "autoriser", "soutenir", "torture" et "détenus".»

On avait accusé — à juste titre — l'ancien président Bill Clinton de jouer sur les mots alors qu'il était poursuivi pour parjure dans le scandale Monica Lewinsky. Pourchassé, traqué jusque dans ses moindres contradictions verbales, il avait sorti l'une de ses circonlocutions les plus mémorables, lorsqu'il avait déclaré: «It depends on what the meaning of the word "is" is.» («Cela dépend du sens que vous donnez au mot "être"»).

Au sujet de la torture et des déplacements clandestins, par la CIA, de présumés terroristes, on a l'impression que les récentes déclarations de Rice, Bush et autres porte-parole de la Maison-Blanche ont été soigneusement passées — mot par mot — au crible des avocats et des propagandistes, pour qu'on ne puisse pas y détecter de mensonges au sens «littéral»...

Que le sujet soit grave ou léger, que l'interrogatoire soit justifié ou relève de l'inquisition, il y a toujours moyen de bien formuler une réponse qui a l'air d'une réponse — un petit peu mais pas trop à côté de la question —, pour qu'elle ne puisse pas vous rebondir au visage... «Avez-vous torturé?» — *Nous sommes contre la torture; ce n'est pas notre politique.* «Avez-vous commis un homicide?» — *Je suis contre le meurtre.* «Avez-vous sympathisé avec telle idéologie?» — *Je n'ai jamais été membre du parti X.*

Mais, cette fois, il ne s'agit pas des frasques extracongrueles d'un président, ou du passé idéologique d'un nouveau porte-flambeau du fédéralisme à Rideau Hall. C'est de la sécurité, voire de la vie d'innocents qu'il s'agit.

Le Québécois d'origine syrienne Maher Arar a horriblement souffert de cette pratique américaine qui consiste à «exporter» ou à «sous-traiter» l'administration de traitements «musclés» à ceux que l'on considère suspects de terrorisme... Ces derniers jours, c'est l'affaire d'un Allemand d'origine libanaise, Khaled El-Masri, enlevé en Macédoine puis envoyé en Afghanistan par la CIA, qui a défrayé la chronique à Berlin. L'Italie a eu également sa part de scandale sur ce registre. De telles histoires se sont multipliées depuis septembre 2001.

Malgré des déclarations soigneusement calibrées pour rassurer la galerie, on a de plus en plus de difficulté à croire ce qui sort de la bouche des officiels américains. Ce sont les mêmes gens qui avaient juré, en 2003, que l'Irak était lié à al-Qaïda et qu'il y avait urgence absolue à renverser Saddam Hussein, parce qu'il était sur le point de nous attaquer à l'arme chimique ou biologique.

Et puis, alors même que Mme Rice se veut rassurante en Europe, un débat acrimonieux continue d'opposer, à Washington même, la Maison-Blanche à une majorité d'élus sur la question de la torture, «justifiée» selon certains, lorsqu'il s'agit de l'appliquer à des terroristes qui s'approprieraient à tuer des civils innocents.

Le vice-président Dick Cheney fait activement campagne, auprès du Congrès, pour bloquer un projet de loi du sénateur républicain John McCain interdisant explicitement toute forme de traitement cruel ou dégradant pour tous les détenus, quels qu'ils soient.

Depuis 2001, le déficit de crédibilité des États-Unis par rapport au reste du monde s'est creusé de façon alarmante. Mais au-delà du problème de la vérité et du mensonge, le débat sur la torture pose une autre question. Il s'agit de l'éternel dilemme: comment lutter contre les ennemis de la démocratie... sans pour autant adopter leurs pratiques, leur mentalité. Et donc, sans y perdre son âme.

François Brousseau est chroniqueur et affectataire responsable de l'information internationale à la radio de Radio-Canada.

MOHAMED HASNI

Bagdad — La Grande-Bretagne, le Canada et les États-Unis ont reconnu hier être sans nouvelles de quatre de leurs ressortissants enlevés en Irak au lendemain de l'expiration d'un ultimatum fixé par leurs ravisseurs.

Les quatre employés d'une organisation humanitaire chrétienne — deux Canadiens, Jim Loney et Harmeet Singh Sooden, un Britannique, Norman Kember, et un Américain, Tom Fox — ont été enlevés il y a plus de deux semaines par un groupe islamiste peu connu, «Glaives de Vérité», qui a menacé de les exécuter samedi si des milliers de détenus n'étaient pas relâchés des prisons irakiennes.

Hier, en dépit d'appels émanant du monde entier en faveur des quatre otages, les autorités restaient sans nouvelles d'eux. «Nous n'avons aucune autre indication d'aucun mouvement», a déclaré à Londres le secrétaire britannique à la Défense, John Reid, ajoutant que le Foreign Office fait tout ce qui est en son pouvoir pour sauver les captifs.

Les autorités américaines et britanniques ont dit ne pas être en mesure de répondre aux revendications des ravisseurs. Néanmoins, l'armée américaine et le gouvernement irakien ont annoncé samedi soir la libération de 238 des 14 000 prisonniers détenus en Irak.

VOIR PAGE B 2: IRAK

6^e Conférence ministérielle de l'OMC

Les militants altermondialistes réchauffent déjà le terrain

JOHN RUWITCH

Hong Kong — Plusieurs milliers d'altermondialistes ont manifesté hier à Hong Kong contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui se réunit à partir de demain dans l'ancienne colonie britannique.

Les rassemblements, coordonnés par l'Alliance populaire de Hong Kong sur l'OMC, se succéderont jusqu'au terme de la sixième conférence ministérielle de l'instance internationale chargée de libéraliser les échanges commerciaux.

Quelque 10 000 altermondialistes sont attendus dans la ville du sud de la Chine, placée en état d'alerte pour prévenir les risques de débordements, comme à Seattle, en 1999, ou à Cancun, en 2003. Les effectifs des forces de sécurité mobilisées sont quasiment du même ordre (9000).

Hier, ils étaient entre 3000 et 4000 à manifester dans une atmosphère détendue pour «jeter l'OMC aux ordures» et proclamer que la vie n'est pas une marchandise.

«C'était une manifestation réussie et très pacifique», a souligné Elizabeth Tang, de la coordination.

«La plus importante source de violences, c'est l'OMC», a-t-elle ajouté.

Depuis Genève, en 1998, les réunions ministérielles de l'OMC sont autant de rendez-vous pour les militants altermondialistes qui accusent la libéralisation du commerce international de servir les intérêts des pays riches et de creuser le fossé avec les pays pauvres.

Entre l'OMC et la jungle, pour reprendre la dichotomie de l'actuel directeur général de l'organisation, Pascal Lamy, ils estiment qu'une troisième voie est possible.

«Partout dans le monde, des gens ont le sentiment que l'OMC et son mode de fonctionnement ont jusqu'à présent échoué à sortir les pauvres de la pauvreté», ajoute Elizabeth Tang.

La police en alerte

Les manifestants entendent ne relâcher la pression à aucun moment des six journées que durera la réunion des ministres des 149 États membres de l'OMC.



Huit étrangers ont été enlevés depuis fin novembre en Irak, et six au moins sont encore captifs. Outre les quatre humanitaires, une archéologue allemande, Susanne Osthoff, ainsi que son chauffeur, ont été enlevés le 25 novembre. Une vigile s'est tenue hier dans la ville natale de Mme Osthoff, Ebersberg (notre photo).

ALEXANDRA WINKLER REUTERS

Répression sanglante en Chine

Le responsable des forces de l'ordre arrêté

Pékin — Après la sanglante répression d'une manifestation paysanne dans le village de Dongzhou dans le sud de la Chine, le gouvernement de la province de Guangdong a annoncé hier l'arrestation du commandant des forces de l'ordre qui ont ouvert le feu sur les protestataires.

Les «mauvaises» décisions de ce commandant sont responsables des décès survenus dans ce village côtier au nord-est de Hong Kong, selon un communiqué du gouvernement provincial. Aucun détail n'a été donné, ni le nom du responsable placé en garde à vue. Le communiqué ajoute que des spécialistes médicaux ont été envoyés dans le village pour s'occuper des blessés.

Selon les autorités, trois personnes sont mortes mardi quand les forces de l'ordre ont ouvert le feu, alors que les habitants, contactés par téléphone, parlent d'entre 10 et 20 morts. L'annonce publique de l'arrestation d'un responsable des forces de l'ordre est quasiment sans précédent dans la Chine communiste.

Samedi, l'agence officielle Chine nouvelle, citant un responsable local, avait affirmé que plusieurs centaines d'habitants armés de couteaux, barres de fer, explosifs et cocktails incendiaires avaient attaqué une centrale électrique mardi et s'en étaient pris à la police en «violation grave de la loi». Les policiers, poursuivait l'agence, ont été «contraints d'ouvrir le feu», faisant trois morts et huit blessés.

Hier, une centaine de policiers équipés de casques et de boucliers étaient déployés à Dongzhou, arrêtant des véhicules et recherchant des habitants de la localité. On ne signalait pas de violences, mais le climat était tendu, et des villageois s'en prenaient verbalement aux policiers. Des véhicules de police munis de haut-parleurs sillonnaient les rues, diffusant des messages rassurants: «Ayez confiance en le gouvernement. Ce dossier sera traité correctement.»

Selon le gouvernement, le mouvement de protestation a pour origine des terres prises pour la construction d'une centrale électrique à éoliennes. Les habitants mentionnent eux une autre centrale, à charbon. Plusieurs témoins, s'exprimant sous couvert de l'anonymat par peur des représailles, expliquent que la fusillade a débuté mardi soir vers 18h. Des coups de feu sporadiques ont été entendus toute la nuit, pendant une douzaine d'heures.

«Nous étions terrifiés. Nous sommes tous restés à l'intérieur», dit un paysan vivant à proximité. «Même maintenant, nous restons tous chez nous à la nuit tombée.» Un femme dit avoir entendu des gens crier «sauvez moi, sauvez moi!».

De telles tensions en milieu rural devant ces cas d'expropriations brutales ou guère indemnisées s'accroissent en Chine au fur et à mesure de l'industrialisation galopante. Le gouvernement a reconnu lui-même que plus de 70 000 conflits de ce type avaient été recensés en 2004.

Reuters

Associated Press



Déjà hier, les altermondialistes étaient entre 3000 et 4000 à manifester dans une atmosphère détendue pour «jeter l'OMC aux ordures» et proclamer que la vie n'est pas une marchandise.

BOBBY YIP REUTERS

Au nombre d'entre eux sont attendus 1500 ouvriers, étudiants et paysans sud-coréens, qui sont parmi les militants altermondialistes les plus déterminés en Asie. D'autres manifestants viendront de régions aussi lointaines que l'Amérique latine.

Craignant que se reproduisent des violences comme celles qui avaient entaché les précédentes réunions commerciales à Cancun et à Seattle, la police a intensifié hier ses patrouilles à proximité du centre de congrès de la ville, situé sur le front de mer dans le quartier de Wanchai, où sont attendus les délégués.

Des ouvriers ont scellé les pavés du secteur et soudé les couvercles des bouches d'égout pour empêcher que les manifestants ne s'en servent comme projectiles. A Seattle, en 1999, la réunion de l'OMC avait tourné au chaos, les émeutiers brisant des vitrines de magasins et lançant des pierres contre les forces de police. Quatre ans plus tard, à Cancun, au Mexique, un agriculteur sud-coréen s'était suicidé en signe de protestation contre la politique de l'OMC.

Pour l'heure, la situation est bien moins volatile à Hong Kong. Hier, l'incident le plus tendu s'est produit lorsqu'un manifestant déguisé en poulet s'est pris le bec avec un homme qui se tenait sur le parcours en brandissant une pancarte appelant les anti-OMC à rentrer chez eux.

LE MONDE

VIENT DE PARAÎTRE



ATLAS DE L'ISLAM DANS LE MONDE - LIEUX, PRATIQUES ET IDÉOLOGIE
Anne-Laure Dupont
Editions Autrement
63 pages

Un petit bijou de livre, comme les éditions Autrement ont l'habitude d'en concevoir. Admirablement cartographié, cet atlas a l'ambition de «photographier» l'Islam dans sa diversité et dans la complexité de ses mouvements et de ses migrations, depuis sa naissance jusqu'à aujourd'hui. Voici un livre qui, justement, évite l'écueil de présenter un «monde musulman» figé dans le temps et dans l'espace. Sérieux et synthétique, le seul ouvrage récent de ce genre sur le marché, affirme l'éditeur. En introduction, Anne-Laure Dupont, historienne et arabisante, présente son sujet avec humilité: «Par-delà les manques, notre espoir est de donner quelque points de repère et, surtout, d'apporter un regard serein sur l'Islam.» Chapeau!



BÂTISSEURS DE PAIX
Entretiens menés par David Chemla
Editions Liana Levi
255 pages

Comment bâtir la paix dans une région dévastée par près de 60 ans de conflit? Une quinzaine de personnalités israéliennes et palestiniennes — militaires, leaders politiques, universitaires, responsables associatifs et écrivains — défendent leur combat pour une paix

«juste et durable» et témoignent de l'évolution des mentalités en Israël et en Palestine. Leur nom est au bas de l'initiative de Genève, signée en décembre 2003, ou sur la plus récente pétition La Voix des Peuples, qui a recueilli dans les deux camps plus de 400 000 signatures. David Chemla, qui a mené ces entretiens, est depuis 25 ans le responsable en France du mouvement La Paix Maintenant.



A VIEW FROM THE EYE OF THE STORM
Haim Harari
ReganBooks
222 pages

Un essai politique écrit sur le mode de la victimisation par Haim Harari, un scientifique israélien réputé. L'auteur dénonce de manière incisive l'attitude de l'ONU à l'endroit d'Israël et la couverture «biaisée» des médias occidentaux, approuve la construction de la «clôture de sécurité» en minimisant ses empiètements sur la Cisjordanie, annonce que Jérusalem demeurera, la paix une fois conclue, sous autorité israélienne dans sa plus grande partie et cautionne, au nom de la démocratisation du monde arabe, l'occupation américaine de l'Irak.

M. Harari a le mérite de présenter sur la société israélienne un point de vue de l'intérieur. «Les Israéliens peuvent être des gens très chaleureux, mais ils sont aussi le produit d'une tension et d'un danger permanents», écrit-il. L'homme poursuit la thèse selon laquelle l'antisémitisme est un argument utilisé par le gouvernement israélien à des fins de propagande. Il juge, et c'est là le nœud de son argumentaire, que la paix ne deviendra possible que le jour où la société palestinienne renoncera à l'usage du terrorisme et où le monde arabe, à l'égard duquel il est cinglant, fera enfin le deuil de son désir d'«annihiler» Israël pour lui reconnaître le droit à l'existence.

Guy Taillefer
Le Devoir

Israël: Ariel Sharon enregistre un nouveau ralliement de poids

JEFFREY HELLER

Jérusalem — Le ministre israélien de la Défense, Shaul Mofaz, a décidé de quitter le Likoud pour rejoindre Kadima, la nouvelle formation d'Ariel Sharon, affaiblissant un peu plus le parti qui a dominé la vie politique israélienne ces trente dernières années.

Cette défection surprise, annoncée à trois mois des élections législatives anticipées de mars prochain, est la dernière en date affectant les plus hauts rangs du Likoud.

Mercredi, Tzachi Hanegbi, qui avait accédé à la présidence du parti après le départ de Sharon, avait lui aussi annoncé son ralliement à Kadima (En Avant, en hébreu).

Pour Benjamin Nétanyahou, qui devrait être élu le 19 décembre à la présidence du Likoud, les membres de Kadima sont en train d'introduire des «normes inacceptables» dans la vie politique israélienne.

«Ce n'est qu'une affaire de trafic de responsables politiques qui n'ont ni morale, ni principes, ni idéaux»,



Le ministre israélien de la Défense, Shaul Mofaz, a décidé hier de quitter le Likoud pour rejoindre Kadima.

a-t-il réagi à Tel Aviv.

Ariel Sharon a fondé Kadima à la fin du mois dernier pour se libérer de l'aile droite du Likoud, hostile à la politique qu'il a mise en œuvre, et tout particulièrement au retrait des colons et de l'armée israélienne de la bande de Gaza.

L'ancien général, qui avait parti-

cipé à la création du Likoud au début des années 1970, a su depuis s'allier son ex-adversaire travailliste Shimon Peres. Pour l'heure, les sondages lui donnent raison: Kadima arriverait en tête des législatives anticipées, devant le Parti travailliste, tandis que le Likoud serait largement distancé.

Confirmant son ralliement, Shaul Mofaz a mis en avant la solidarité avec l'action de son premier ministre et l'efficacité qu'il prête à leur duo. «La combinaison que nous formons, le premier ministre et moi, a fait ses preuves de façon convaincante ces dernières années et constitue la bonne combinaison pour diriger Israël dans les années à venir», a-t-il dit à la presse.

Mofaz, qui était donné battu par Nétanyahou lors de l'élection pour la direction du Likoud, a ajouté qu'en cas de victoire au printemps, il demeurerait à la tête du ministère de la Défense. D'après la radio militaire israélienne, Sharon s'est dit «heureux de la décision de Mofaz».

Le président du Parti travailliste israélien, Amir Peretz, sans doute son principal rival pour les élections du 28 mars, s'est engagé hier sur le terrain diplomatique en promettant de parvenir à un accord de paix avec les Palestiniens dans un délai de quatre ans s'il est élu premier ministre.

Reuters

ÉGYPTÉ

Les Frères musulmans se disent ouverts au dialogue avec le Congrès américain

Le Caire — Les Frères musulmans, qui viennent de réussir une percée remarquable aux élections législatives égyptiennes, sont ouverts à un dialogue avec des membres du Congrès américain, a déclaré hier Mohamed Habib, numéro deux de la confrérie.

Les contacts avec des responsables américains nécessiteraient néanmoins l'approbation du ministère égyptien des Affaires étrangères, a-t-il ajouté. L'attitude de la confrérie, qui a multiplié par près de six sa représentation au Parle-

ment égyptien, tranche avec sa circonspection passée. La confrérie soutenait jusqu'ici que Washington devait changer sa politique pour que les islamistes puissent engager un dialogue. «Les membres du Congrès [américain] peuvent parler aux députés de la confrérie», a déclaré Habib en marge des célébrations de sa victoire électorale.

«Parler directement à des responsables américains est particulièrement sensible, de sorte que si l'ambassade [des États-Unis] demande une rencontre, elle devra le faire par

le truchement du ministère des Affaires étrangères [...] Cela ne nous pose pas de problème», a-t-il ajouté.

«S'il s'agit de discussions d'un représentant du peuple avec un représentant du peuple, il n'y a aucune objection», a renchéri Mohamed Saad Katatni, chef du nouveau groupe parlementaire de 88 Frères musulmans, sur un total de 454 sièges.

Le gouvernement égyptien a découragé tout contact entre des gouvernements étrangers et la confrérie parce que cela donnerait à cette dernière une forme de re-

connaissance.

Le gouvernement américain a déclaré jeudi dernier qu'il respecterait «la loi égyptienne» et ne traiterait pas avec les Frères musulmans, que les autorités n'ont pas autorisés à former un parti politique.

Cependant, comme les nouveaux députés islamistes ont été élus sous l'étiquette d'indépendants, il ne sera pas interdit de traiter avec eux, a dit Adam Erel, porte-parole du département d'État.

Reuters

EN BREF

Iran: le ministre de la Défense sur la sellette

Téhéran — Des députés iraniens ont annoncé hier le lancement d'une procédure visant à destituer leur ministre de la Défense, auquel ils reprochent l'accident d'un avion militaire qui a fait 108 morts la semaine dernière. Cette affaire pourrait gêner le président Mahmoud Ahmadinejad qui, quatre mois après son entrée en fonctions, vient de finir de nommer son gouvernement. Le parlement s'est opposé à plusieurs reprises aux candidats qu'il a proposés pour le poste stratégique de ministre du Pétrole. Un avion de transport militaire C-130 transportant de nom-

breux journalistes qui allaient couvrir des manœuvres dans le sud du pays s'est écrasé mardi sur un immeuble d'habitations à Téhéran. Dans une motion dirigée contre le ministre de la Défense Mostafa Mohammad-Najjar, déposée hier par 49 députés, ces derniers l'accusent de mauvaise gestion, a expliqué le député Nouredin Firmoza aux journalistes. «Nous avons un droit de destitution qui vise à défendre l'intérêt public.» La présidence du parlement doit déterminer si le ministre est responsable ou non de l'accident avant de soumettre aux voix la motion de destitution. C'est la première fois que les députés intentent une procédure de destitution contre un membre du gouvernement Ahmadinejad depuis son arrivée au pouvoir, en août. — Reuters

CANAL Documentaires

Tous les jours

canalD.com

Une chaîne Astral Media

Astral Media

LOTO QUÉBEC		Résultats	
TVA, le réseau des tirages			
SUPER 7	Tirage du 2005-12-09	GAGNANTS	LOTS
17 29 32 35 40 41 44	Complémentaire: 28	7/7	0 15 000 000,00 \$
Ventes totales: 19 658 844 \$	Prochain gros lot: 17 000 000 \$	6/7+	3 122 366,80 \$
		6/7	116 2 769,00 \$
		5/7	7 489 153,20 \$
		4/7	159 291 10,00 \$
		3/7+	147 007 10,00 \$
		3/7	1 327 495 Participation gratuite
649	Tirage du 2005-12-10	GAGNANTS	LOTS
06 18 23 37 40 45	Complémentaire: 48	6/6	1 10 000 000,00 \$
Ventes totales: 18 582 978 \$	Prochain gros lot (appr.): 4 000 000 \$	5/6+	6 64 739,50 \$
		5/6	171 1 876,50 \$
		4/6	8 326 73,00 \$
		3/6	150 238 10,00 \$
		2/6+	95 239 5,00 \$
Quebec 49	Tirage du 2005-12-10	GAGNANTS	LOTS
01 06 25 35 43 49	Complémentaire: 41	6/6	0 1 000 000,00 \$
Ventes totales: 506 639,00 \$		5/6+	0 50 000,00 \$
		5/6	13 500,00 \$
		4/6	841 50,00 \$
		3/6	16 205 5,00 \$
Extra	Tirage du 2005-12-09	Extra	Tirage du 2005-12-10
NUMÉRO 143504	LOT 100 000 \$	NUMÉRO 731831	LOT 100 000 \$

UN TIRAGE CHAQUE JOUR DE DÉCEMBRE
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

Le dilemme canadien

Le Canada est dans une situation bien inconfortable et bien cruelle, par les temps qui courent, à l'OMC. D'un côté, il voit bien qu'il a, comme le reste du monde, gros à gagner dans le succès du cycle de négociation de Doha. Il se rend compte, d'un autre côté, qu'un tel succès risque fort de se faire au détriment d'une partie de ses producteurs agricoles et qu'à moins de tout faire échouer, il lui reste, aujourd'hui, peu de moyens d'agir.

Le mois dernier, l'Assemblée nationale du Québec et la Chambre des communes ont toutes deux adopté à l'unanimité des résolutions appuyant les systèmes de gestion de l'offre en vigueur dans les secteurs agricoles du lait, des œufs et de la volaille. Ces gestes étaient à la fois un appui et une mise en garde au gouvernement fédéral et à son équipe de négociateurs à l'approche de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui se tiendra à Hong Kong de demain à dimanche. «On ne touche pas aux tarifs et quotas sur lesquels reposent ces systèmes, sans quoi...»

Il faut admettre qu'il y a des raisons de s'inquiéter à ce chapitre. C'est la première fois que l'agriculture occupe la place prédominante des négociations d'un cycle de l'OMC, et on voit mal comment celles-ci pourraient se conclure autrement que par une réduction des subventions et des barrières commerciales en ce domaine. Il faut se rappeler ensuite que, pour qu'il y ait un système de gestion de l'offre, il faut justement être en mesure de contrôler la quantité et les prix offerts sur le marché, et que, pour ce faire, on a besoin de quotas et de tarifs sur les importations étrangères. Il faut dire, enfin, qu'après s'être faits rassurants au début, les négociateurs canadiens ont récemment commencé à donner des signes de nervosité.

Ce serait signer l'arrêt de mort des systèmes de gestion de l'offre, assurent ses défenseurs. Bien qu'apparemment astronomiques, des tarifs sur les importations hors contingent de 290 % sur le beurre, par exemple, seraient à peine suffisants pour garder en dehors des frontières une concurrence américaine et européenne gavée de subventions. Accepter d'abaisser, ne serait-ce qu'un peu nos barrières de protection, compromettrait, selon eux, la survie même de secteurs comptant des dizaines de milliers de fermes au Canada et représentant 40 % des recettes agricoles totales du Québec. Un tel dénouement serait d'autant plus absurde, pensent-ils, que les systèmes de gestion de l'offre ont pour avantage d'assurer de meilleurs revenus aux agriculteurs sans qu'il en coûte plus cher aux consommateurs ou au gouvernement, et sans que l'on inflige aux autres pays tous les dommages qui accompagnent des politiques agricoles faites, au contraire, de subventions.

Quels qu'en soient ses mérites, ce mode de gestion ne se trouve malheureusement nulle part ailleurs dans le monde, ce qui n'ai-

de pas les négociateurs canadiens à se trouver des alliés dans leur bataille. De plus, s'il fut un temps où le Canada comptait parmi les acteurs les plus influents à l'OMC, avec les États-Unis, l'Union européenne et le Japon (surnommés la quadrilatérale ou Quad), il a, cette fois-ci, été exclu du club très sélect des «cinq partis intéressés» au cœur des négociations agricoles (États-Unis, Union européenne, Brésil, Inde et Australie).



Eric Desrosiers

Que faire alors? Profiter du fait que l'OMC fonctionne officiellement par consensus et exiger que l'on tienne compte du caractère distinct du Canada sans quoi on fera tout sauter?

Tout faire sauter

Le problème est que l'on mettrait ainsi un terme au premier cycle de négociation commerciale multilatérale (et vraisemblablement le dernier avant un bon bout de temps) spécifiquement destiné aux moins riches de la planète. Un cycle qui, selon la Banque mondiale, dans le seul secteur agricole, pourrait déboucher sur une croissance de l'économie mondiale de 500 milliards et sortir 140 millions de personnes de la pauvreté.

Le problème est aussi que les secteurs sous gestion de l'offre ne comptent que pour 0,6 % du PIB canadien contre 40 % pour nos exportations, et que le Canada ne demanderait pas mieux que la réduction des barrières commerciales dans pratiquement tous les autres secteurs économiques, y compris ceux de la production agricole de blé, de bœuf ou encore de porc. Sans parler du fait que l'on convienne, généralement, pour dire qu'un échec des négociations à l'OMC se traduirait, au mieux, par une multiplication des accords bilatéraux ou régionalisés la confusion et la raison du plus fort, et menerait, au pire, à un affaiblissement général de la règle de droit internationale et à un renforcement du protectionnisme.

Aussi a-t-on commencé à entendre s'élever des voix au Canada qui disent que l'on exagère, comme chaque fois, les dommages que causerait une plus grande ouverture des frontières dans le secteur agricole. D'autres, plus radicaux, contestent ouvertement le statut particulier dont a bénéficié jusqu'à présent l'agriculture dans le commerce mondial. Elles disent que les négociations commerciales sont, par nature, des endroits où il faut être prêts à céder des privilèges pour en obtenir d'autres, et que c'est à nos agriculteurs de payer ce prix aujourd'hui.

Les négociateurs canadiens disposent toutefois d'encre au moins une autre carte à jouer. Il s'agit de la règle d'exception que l'on a convenue, en juillet 2004, d'accorder à un nombre restreint de produits jugés «sensibles» par chaque pays. Cette disposition, dont la portée reste encore à définir, doit être limitée au moins de produits possible afin de ne pas rendre caduc l'ensemble de l'accord. Le Canada s'associera, sur cette question, aux pays les plus protectionnistes, comme le Japon, la Corée du Sud ou l'Union européenne, afin d'obtenir que ce parapluie soit assez grand pour protéger tous ses producteurs.

Conférence de Hong Kong



Une voiture roule devant une barrière remplie d'eau à Hong Kong. La ville se prépare à accueillir dès demain une Conférence ministérielle de l'OMC.

Sauvetage ou naufrage pour le cycle de Doha?

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est une habitude des situations apparemment inextricables et des ententes de la onzième heure. Pourtant, même ses acteurs les plus flegmatiques commencent à avoir drôlement chaud devant la lenteur avec laquelle progressent les négociations de son programme pour le développement alors que se referme, petit à petit, la fenêtre qui s'était ouverte à Doha, en 2001.

ÉRIC DESROSIERS

Loin d'être la ligne d'arrivée que l'on voulait qu'elle soit, la sixième Conférence ministérielle de l'OMC, qui s'ouvrira demain et prendra fin dimanche, à Hong Kong, donnera vraisemblablement le signal de départ d'un sprint hallucinant de quatre mois par 150 coureurs d'équipes différentes qui ne se sont montrées capables, dans leurs meilleurs jours au cours de quatre dernières années, que de trotter.

Longtemps dispensée des règles multilatérales sur le commerce, l'agriculture est cette fois-ci au cœur des enjeux. Censé permettre aux pays pauvres de voir finalement leurs besoins reconnus et de profiter des rares avantages comparatifs dont ils disposent, dans le nouvel ordre commercial mondial, le cycle de négociation de Doha a pour principal défi de trouver le moyen de réduire les subventions et tarifs des pays riches qui contribuent non seulement à fermer à double tour leurs marchés à d'éventuelles exportations du Sud, mais qui amènent aussi les producteurs du Nord à inonder les marchés du Sud de leurs produits subventionnés.

Bien forcés d'admettre qu'en l'absence de concessions importantes de leur part les négociations s'en vont tout droit dans le mur, les États-Unis et l'Union européenne se sont finalement montrés disposés, cet automne, à lâcher du lest en offrant, par exemple, au grand dam de leurs producteurs, d'éliminer toute subvention aux exportations et de réduire de 60 % à 70 % les subventions internes ayant un effet perturbateur sur le commerce. «Le problème est que le niveau de leurs subventions et des tarifs est tellement élevé que ces réductions n'auraient pratiquement aucun effet», déplore Christine Laliberté, directrice adjointe à Oxfam-Québec. Un autre problème est que l'on se doute bien que la plupart des sub-

ventions et tarifs douaniers que l'on promet d'abolir seront simplement transformés en subventions internes réputées n'avoir aucun impact sur les termes d'échange, mais qui permettraient néanmoins aux agriculteurs des pays riches de résister aux importations étrangères.

De plus, il a été entendu que les pays pourront soustraire à cette nouvelle discipline une certaine proportion de leurs produits jugés «sensibles». L'ampleur de cette proportion reste encore à déterminer, les États-Unis proposant qu'elle ne dépasse pas 1 % alors que les Européens la veulent à 8 %, mais il suffirait toutefois qu'elle soit de 2 % pour permettre à l'Union européenne de maintenir l'essentiel de ses pratiques incriminées, estime OXFAM.

Pour la cinquantaine de pays les moins avancés, et donc moins menaçants que des puissances agricoles comme le Brésil, on est généralement prêt à se montrer plus généreux. Il est, en effet, question de leur accorder plein accès aux marchés des pays riches sans condition. On promet aussi une aide financière pour qu'ils développent des secteurs d'exportation.

Donnant donnant

Bien qu'insuffisantes de l'avis de plusieurs, les offres américaines et européennes, dans le secteur agricole, ne sont pas gratuites. Elles viennent à la condition que des concessions soient faites dans d'autres domaines, comme celui des services, particulièrement de la part des économies émergentes du Brésil, de l'Inde ou encore de la Chine. Si l'échec de la Conférence de Cancun, en 2003, a convaincu les pays riches de remettre à une autre fois la plupart des questions dites «de Singapour» portant sur la transparence des marchés publics, les règles de concurrence ou encore la protection offerte aux investissements étrangers, ils ont chacun leur liste de services où leurs entreprises privées excellent et que l'on voudrait pouvoir offrir plus facile-

ment dans ces pays en rapide expansion économique.

On voudrait aussi pouvoir améliorer l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) qui, bien que principal bénéficiaire de 50 ans de négociations au GATT avec des tarifs moyens de seulement 3,8 %, reste encore parsemé de mille et un obstacles. Des progrès en ce domaine ne serviraient pas qu'aux pays riches. Allant de pics tarifaires aux règles sanitaires, en passant par des normes techniques, les obstacles en question ont, en effet, souvent pour résultat (et objectif non déclaré) de permettre l'importation de matières premières peu coûteuses, comme le cacao ou la fibre textile, tout en compliquant l'entrée de biens transformés à plus grande valeur ajoutée, comme des barres de chocolat ou des vêtements.

Le Canada dans l'embarras

Grand défenseur des forums multilatéraux tels que l'OMC, le Canada n'en est pas moins habitué par des sentiments contradictoires par les temps qui courent. Désireux comme les autres pays développés de voir s'ouvrir le marché des services, il a fait savoir qu'il souhaitait particulièrement faire des gains dans les secteurs des services financiers et juridiques, de l'assurance, de l'énergie, du génie-conseil ou encore de l'environnement. Il se dit prêt à rendre la pareille dans les mêmes services et répète qu'il est hors de question que cette ouverture s'étende aux domaines de la santé, de l'enseignement public, des services sociaux et de la culture.

Le pays pourrait aussi profiter du fait que les États-Unis ont accepté que soit abordée la question des mécanismes antidumping dont le Canada fait justement les frais dans le conflit du bois d'œuvre.

La position se révèle plus délicate dans le secteur agricole. D'un côté, il joue au défenseur acharné d'une libéralisation du commerce qui profiterait à ses secteurs d'exportation du blé, du bœuf ou encore du porc. De l'autre, il réclame le droit de maintenir en place des mécanismes en rupture avec cette logique, comme le système de gestion de l'offre dans le lait, les œufs et la volaille, ou encore la Commission canadienne du blé, alléguant que si ceux-ci bloquent

l'importation de produits étrangers, ils n'interfèrent en rien sur le bon fonctionnement des marchés internationaux.

«On se conte des histoires si l'on pense qu'une entente peut intervenir à l'OMC sur la question agricole sans que le Canada soit obligé de réduire ses tarifs et augmenter ses quotas dans les secteurs sous gestion de l'offre», avertit Robert Wolfe, ancien diplomate et professeur à l'École d'études politiques de l'Université Queen's, en Ontario.

Les producteurs concernés ne s'y trompent pas d'ailleurs. «Sortez-nous l'agriculture de là!», a lancé, le mois dernier, le président de l'Union des producteurs agricoles du Québec, Laurent Pellerin, en congrès annuel. «Il n'y a que le Canada pour ce faire ainsi plus catholique que le pape».

Sauvetage ou naufrage?

«Je m'attends, contrairement à la Conférence de Cancun, à ce que tout le monde évite de faire trop de vagues. Il y a trop en jeu», explique Robert Wolfe. C'est que si l'on savait que l'on avait encore beaucoup de temps devant soi en 2003, ce n'est clairement plus le cas aujourd'hui.

Il faudra, en effet, au moins huit mois aux négociateurs des 150 pays pour régler les mille et un détails techniques et légaux une fois qu'une entente de principe sera intervenue entre leurs gouvernements. Le Congrès américain aura besoin quant à lui d'au moins six mois pour ratifier le traité qui en résulterait. Le problème est que le président George Bush n'a que jusqu'en juillet 2007 pour ce faire avant qu'il ne perde les privilèges que ce même Congrès lui a accordés en vertu du Trade Promotion Authority (communément appelé fast track), qu'il n'a pratiquement aucune chance de voir renouveler en ces temps de fièvre protectionniste, et que l'on ne voit pas comment son pays arriverait à signer pareil traité en dehors de ces dispositions.

«A mon avis, cela veut dire qu'il faudra, dans le secteur des services, que les négociations aient fait un bon bout de chemin à Hong Kong, dit Robert Wolfe. Pour le reste, on aura, au maximum, jusqu'au mois de mars ou avril pour arriver à une entente. Rien n'est impossible, mais ça va être très serré.»

Le Devoir

Quelques dates importantes

■ **Octobre 1947**: conclusion, à 23 pays, du premier cycle de négociation dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) dont le but est d'éviter que ne se répète le protectionnisme responsable de la crise de 1929 et la guerre. Suivront ensuite les cycles: d'Annecy (1949, 13 pays), de Torquay (1951, 38 pays), de Genève (1956, 26 pays), Dillon (1960-61, 26 pays), Kennedy (1964-67, 62 pays), de Tokyo

(1973-79, 102 pays) et de l'Uruguay (1986-94, 123 pays).

■ **Janvier 1995**: création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui succède au GATT et qui compte aujourd'hui 150 pays membres.

■ **Décembre 1999**: échec, à Seattle, du lancement d'un nouveau cycle de négociation à cause de l'opposition des pays en voie de développement.

■ **Novembre 2001**: lancement à Doha, au Qatar, d'un cycle de négociation qualifié de programme pour le développement. Questions en jeu: l'agriculture, les services, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les droits de propriété intellectuelle, la facilitation des échanges, le commerce et l'environnement ainsi que les règles de l'OMC sur les subventions, les mesures antidumping, les accords régionaux et le règlement des différends.

■ **Septembre 2003**: échec de la Conférence ministérielle de Cancun censée fixer les cadres généraux d'une éventuelle entente à cause de l'impasse des négociations agricoles et du refus de pays pauvres de discuter des services.

■ **Décembre 2004**: date prévue



Septembre 2003: la position des pays pauvres fait échouer Cancun.

de la conclusion des négociations. ■ **13 au 18 décembre 2005**: Conférence ministérielle de Hong Kong. ■ **1^{er} juillet 2007**: expiration du Trade Promotion Authority (communément appelé fast track) accordé par le Congrès américain au président George Bush lui permettant de mener les négociations commerciales à sa manière et d'en soumettre le résultat aux élus américains pour une adoption ou un rejet en bloc.



Novembre 2001: lancement du cycle de Doha.



L'Édition spéciale 5^e anniversaire présente deux sujets d'intérêt. Le premier s'intitule *Vocabulaire de l'assurance collective au Québec* et a été réalisé grâce à l'appui de l'Office québécois de la langue française et avec la collaboration de M. Yvon Desrosiers, conseiller du Multicollinaire de la langue française.

Les enjeux du médicament au Québec, tel est le titre du second sujet de cette Édition spéciale 5^e anniversaire. On y présente le point de vue des Compagnies de recherche pharmaceutique du Canada (Rx&D) sur la question de la rentabilité des médicaments dans la société québécoise. Édition spéciale 5^e anniversaire, 120 pages, 19 \$.



Théorie et pratique de l'assurance collective au Québec est l'Édition complète de la collection *Le Guide évolutive*. Ce manuel, qui s'adresse aux conseillers en assurance collective et aux gestionnaires en milieu de travail, est l'ouvrage de référence couramment utilisé par le regroupement des consultants en avantages sociaux du Québec. Il vise à procurer la formation nécessaire à la gestion quotidienne et au développement à long terme des régimes d'assurance collective au Québec. Édition 2004, 450 pages, 49 \$.

Procurez-vous
Théorie et pratique de l'assurance collective au Québec
et recevez en prime
l'Édition spéciale 5^e anniversaire

Commandez-la maintenant!
www.miconsol.qc.ca
1 888 683-2036

* TPS, frais postaux et de manipulation en sus.

Destinations

Pour Noël, offrez un certificat cadeau à un être cher!

Spa Nordique
Ouverture Février 2006

Forfait du Temps des Fêtes
à partir de 1705
(par pers., en occ. double, taxes en sus)

Une nuit en chambre supérieure
Souper table d'hôte et petit déjeuner inclus

EAU À LA BOUCHE
HÔTEL-RESTAURANT
RELAYS & CHATEAUX

450.229.2991 www.ieaualabouche.com

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au 514-985-3456 — jdebilly@ledesvoir.com

AUTOMOBILE

Joies et misères du dérapage

Quelques conseils de conduite hivernale

La plupart des gens n'aiment pas trop quand leur auto se met à dérapier... Que ce soit en négociant une courbe, en tentant d'accélérer ou en freinant, la perte de traction peut donner des sueurs froides au conducteur, aux passagers, et aux autres usagers de la route...

PIERRE
RENÉ DE COTRET

La clef de la conduite sécuritaire en hiver, c'est d'être toujours conscient du niveau de traction disponible. La traction est presque toujours moindre en hiver et elle peut parfois devenir presque nulle, même avec les meilleurs pneus qui soient. Il faut donc prévoir des marges de manœuvre beaucoup plus importantes.

L'autre élément essentiel, c'est d'apprendre à réagir si un dérapage survient tout de même. En fait, il faut apprivoiser les dérapages, rester calme, et corriger la situation.

Allez dérapager volontairement!

Chaque année, j'invite quelques amis à faire de sobres tête-à-queue et autres dérapages contrôlés dans un stationnement enneigé (privé et sécuritaire). S'il est indéniable que ces dérapages sont plutôt rigolos, leur raison d'être demeure avant tout pédagogique. En apprivoisant les rudiments du dérapage, on demeure beaucoup plus calme et beaucoup plus efficace en situation d'urgence réelle.

Voici donc quelques «exercices» que vous pouvez pratiquer en situation contrôlée, dans un espace enneigé et sans obstacles.

Les dérapages à l'accélération

Ce sont les plus faciles à maîtriser, du moins en ligne droite. Il suffit de relâcher l'accélérateur (ou d'enfoncer l'embrayage pour un résultat encore plus immédiat).

Les dérapages au freinage

Dans le gravier et la neige épaisse, on obtient parfois un freinage supérieur en bloquant les roues parce que l'accumulation de neige ou de gravier augmente le ralentissement. Mais si on met de côté ces cas d'exception, la façon la plus efficace de freiner est toujours de ralentir le mouvement des roues autant que possible, sans jamais atteindre le point où elles bloquent et se mettent à glisser. C'est d'ailleurs ce principe qui est à la base du fonctionnement des freins antibloquage (ABS).

Pour freiner le plus rapidement possible et éviter les dérapages avec une auto munie de freins ABS, il suffit d'appuyer fermement sur la pédale de frein, et de maintenir la pression. Si la traction est faible, vous sentirez alors des pulsations dans la pédale, signe que le système ABS fait son travail de cyclage (c'est-à-dire réduire la force de freinage lorsque les roues bloquent, l'augmenter à nouveau, la réduire, l'augmenter, etc.)

Quand ils sentent les pulsations, beaucoup de gens ont le réflexe de réduire la pression sur la pédale ou même de cesser de freiner temporairement. Ce n'est pas une bonne idée... Pour profiter des avantages de l'ABS, il faut maintenir la pression sur la pédale de frein. Faites quelques essais pour vous habituer à trouver le point limite de la traction et pour vous habituer à maintenir la pression sur la pédale malgré les pulsations.

Avec un système de freinage ordinaire, il faut moduler soi-même l'intensité du freinage de façon à ralentir les roues le plus possible sans les bloquer. Faites un premier essai en accélérant jusqu'à 50 km/h, puis freinez à fond à partir d'une ligne de référence tracée dans la neige. Notez ensuite jusqu'où vous aurez dérapé... Faites ensuite différents essais en essayant de contrôler de mieux en mieux la puissance de freinage appliquée.

Il est parfois difficile de contrôler précisément l'intensité du freinage sur une chaussée très glissante. C'est pourquoi on recommande parfois de «pomper» les freins, c'est-à-dire d'exercer une pulsation rapide sur la pédale. Faites quelques essais avec cette méthode et voyez si vous améliorez vos performances.

Les dérapages en virage

Les dérapages en virage sont plus complexes parce qu'ils impliquent différentes forces et différents facteurs comme l'angle de braquage des roues ou la puissance appliquée aux roues motrices. Dans tous les cas, cependant, on peut les éviter en roulant moins vite...

Pour vous en convaincre, roulez à 50 km/h, puis tournez subitement le volant à droite comme si vous vouliez éviter un obstacle. Il y a de bonnes possibilités que l'auto continue tout droit... Pour éviter

pareil désagrément, il faut soit rouler moins vite, soit tourner plus graduellement, pour éviter de «perdre» la traction.

Il est difficile de donner des consignes précises pour toutes les situations de dérapage en virage. Voici tout de même quelques conseils que vous pouvez mettre à l'épreuve en situation contrôlée pour les apprivoiser.

Si votre véhicule se met à dérapager alors que vous êtes en accélération, enfoncez rapidement l'embrayage pour interrompre la force motrice. Vous serez surpris de l'efficacité de cette mesure.

Si vous tournez le volant et que l'auto continue tout droit, relâchez l'accélérateur, remettez les roues en ligne droite ou presque, et recommencez à tourner graduellement.

Si les pneus arrière «décrochent» et que l'auto se met à tourner vers la gauche, par exemple, il faut contrebraquer (tourner le volant vers la droite), mais sans excès.

Les experts disent qu'en cas de dérapage, il faut maintenir les yeux tournés vers l'objectif, et non vers le problème. Donc, en pareil cas, regardez la route, et non pas le banc de neige...

La très dangereuse «glace noire»

Quand il y a de la neige sur la chaussée, tout le monde comprend qu'elle est glissante. À l'inverse, quand l'asphalte est gris et mat, on sait que la traction est bonne. Mais par temps froid, il faut devenir très méfiant lorsque l'asphalte est noir ou lustré.

En hiver, il arrive fréquemment que les routes principales et les autoroutes soient dégagées et qu'elles semblent sécuritaires, mais qu'elles soient en réalité très glissantes. En regardant de près, on s'aperçoit qu'une fine couche de neige ou d'eau glacée comble toutes les petites cavités naturelles du revêtement, réduisant ainsi presque à néant sa porosité et, donc, son adhérence.

Il faut être particulièrement vigilant le soir (parce qu'on voit moins bien les détails du revêtement) et en franchissant des ponts (parce l'humidité dégagée par les cours d'eau peut se déposer sur l'asphalte glacé).

Malheureusement, bien des conducteurs, surtout ceux qui ont moins d'expérience, ne semblent avoir aucune conscience de ce danger. En situation de glace noire, on se fait souvent doubler par des gens qui roulent à 120 km/h et n'ont aucune idée des conditions réelles de la chaussée.

Faites des tests d'adhérence

Quand l'asphalte est noir ou luisant et que la température avoisine le point de congélation, faites des tests d'adhérence. Évidemment, il faut d'abord s'assurer que le prochain véhicule derrière soi est très éloigné. Ralentissez à 80 km/h environ. Puis, si votre véhicule est muni d'un système ABS, freinez assez fermement. Si vous sentez rapidement les pulsations, c'est que la chaussée est beaucoup plus glissante qu'il n'y paraît.

Sans ABS, on peut faire le même test, mais il faut être prêt à relâcher la pédale de frein rapidement si les roues bloquent. On peut aussi accélérer rapidement à partir de l'arrêt ou d'une faible vitesse pour évaluer le niveau de traction.

Répétez fréquemment ce test parce qu'il se peut très bien que, pour une même apparence, certaines sections de route soient glissantes et d'autres pas. Dans certains cas, vous constaterez que vous êtes le seul ou presque à être conscient du danger. Alors ne vous laissez pas influencer par les autres conducteurs. Ralentissez, et mettez en marche les clignotants d'urgence au besoin.

Prudence toujours

Malgré les systèmes sophistiqués comme l'ABS, l'antipatinage ou la traction intégrale, et malgré l'efficacité toujours grandissante des pneumatiques, la traction disponible en hiver demeurera toujours moindre qu'en été. C'est pourquoi nous croyons qu'il peut être vraiment utile de redécouvrir ces limites en prenant une demi-heure ou une heure pour aller dérapager volontairement dans un endroit sécuritaire.

Des cours de dérapage en cadeau de Noël!

Pour pousser plus loin l'appren-

tissage de la conduite hivernale ou pour initier un être cher aux plaisirs du dérapage volontaire et contrôlé en toute sécurité, vous pouvez offrir des cours de conduite sur neige. Certains manufacturiers d'automobiles (notamment BMW) offrent des cours de ce genre. Ceux de BMW coûtent cher (plus de 3000 \$); ils durent toute une fin de semaine et comprennent un service d'hébergement haut de gamme. Il existe aussi une entreprise du nom de Mégaglisce qui se spécialise dans les cours de pilotage avancé. Pour l'hiver, elle entretient une piste soigneusement glacée dans les Laurentides. Les cours d'une journée de Mégaglisce coûtent de 250 \$ à 500 \$ environ. Ils sont offerts pour des groupes d'une vingtaine de personnes par l'entremise de différents concessionnaires, ou pour des groupes plus petits.

Alors, en ce début d'hiver, pensons traction! Joyeuses Fêtes!

Nous aimons recevoir vos commentaires. Si vous avez des questions ou des suggestions d'articles, écrivez-nous: redaction@ledevoir.com

Collaborateur du Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

En apprivoisant les rudiments du dérapage, on demeure beaucoup plus calme et beaucoup plus efficace en situation d'urgence réelle.

La mission traction intégrale d'Infiniti

Jusqu'au 3 janvier.

NOTRE SYSTÈME DE TRACTION INTÉGRALE VOUS PERMET DE POSSÉDER LA ROUTE. MAIS PAS LE TEMPS.

G35x

489\$ par mois
Taux de location de 5,5%
Comptant initial de 5995\$

Location de 39 mois
24 000 kilomètres alloués par année
Faibles frais de kilométrage additionnel
Aucun dépôt de sécurité



La G35x 2006 d'Infiniti. Elle est munie d'un système de traction intégrale parmi les plus perfectionnés au monde. Le système ATTESA E-TS™. Il est unique car il vous offre à la fois la traction intégrale et le comportement dynamique d'une propulsion. Le tout coordonné à plus de 50 autres caractéristiques de série : Moteur V6 primé de 3,5 litres et 280 chevaux • Contrôle de traction • Contrôle dynamique du véhicule • Jantes en alliage d'aluminium de 17 pouces • Phares au xénon • Sièges chauffants en cuir • Sonorisation Bose™ • Offrez-vous le privilège de l'essayer aujourd'hui. Infiniti.ca

FX35

585\$ par mois sur 48 mois
Taux de 3,5%
Comptant initial de 4995\$



M35x

699\$ par mois sur 39 mois
Taux de 4,9%
Comptant initial de 6995\$



INFINITI

Infiniti de Brossard
9005, boul. Taschereau
Brossard (Québec)
(450) 445-5799

Infiniti Laval
305, boul. Saint-Martin Est
Laval (Québec)
(514) 382-8550

Meridien Infiniti
4000, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
(514) 731-7977

Spinelli Infiniti
345, boul. Brunswick
Pointe-Claire (Québec)
(514) 697-5222

Offre de location pour les modèles neufs 2006 des berlines G35x (4AR676 AAO0) / M35x (4AR676 AAO0) / et du modèle 2005 de la FX35 (7R65G75 AAO0). Taux de location de 5,5% / 4,9% / 3,5% pour une durée de location de 39 / 39 / 48 mois. Mensualités de 489 \$ / 699 \$ / 585 \$, avec comptant initial de 5995 \$ / 6995 \$ / 4995 \$, frais d'enregistrement RDPRM de 77 \$, frais de transport et de pré-livraison de 1561 \$ / 1616 \$ / 1574 \$ et première mensualité requise à la livraison. **Aucun dépôt de sécurité.** Basé sur une allocation de 24 000 km par année et le kilométrage additionnel à 0,15 \$ du km (0,10 \$ du km si une entente est conclue au début de la location). Des offres ne requérant aucune mise de fonds initiale sont aussi disponibles. Total des frais de location : 26 627 \$ / 35 872 \$ / 34 649 \$. Taxes, immatriculation, assurance, obligation sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM en sus. Le concessionnaire peut louer à un prix inférieur. L'offre est disponible uniquement auprès des Services financiers Infiniti pour un temps limité, sujet à l'approbation de crédit, ne peut être jumelée à aucune autre offre et peut faire l'objet de changement sans préavis. Les voitures et les roues présentées peuvent différer de la photo. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Voyez votre concessionnaire Infiniti le plus près pour connaître tous les détails.

• AUTOMOBILE •

Hyundai Azera : la menace coréenne

Sa construction sérieuse et son prix alléchant en font une excellente valeur

Ce n'est pas un mythe: depuis son arrivée chez nous, il y a une vingtaine d'années, la marque coréenne Hyundai a vraiment fait des pas de géant. La qualité globale s'est améliorée au point de surpasser celle des voitures américaines et de se rapprocher de celles qui demeurent la mesure étalon, les japonaises. Bref, Hyundai, c'est du sérieux et la nouvelle Azera, qui trône au sommet de la gamme, le confirme une fois de plus.

ANTOINE JOUBERT

Chez Hyundai, l'Azera représente la troisième voiture issue du programme 24/7, qui consiste à introduire pas moins de sept nouveaux modèles en 24 mois. Le tout a débuté l'an dernier avec l'utilitaire Tucson, et se terminera en 2007 avec l'Elantra. Digne remplaçante de la XG 350, l'Azera est une berline sur laquelle les dirigeants de Hyundai comptent énormément pour relever l'image générale de la marque. Elle se veut non seulement le porte-étendard du numéro un coréen, mais aussi la Hyundai la plus puissante jamais vendue en Amérique. Le mandat de l'Azera est de mieux se vendre que sa devancière, ce qui ne sera pas difficile, mais aussi de prouver que le constructeur se compare aujour-

d'hui aux meilleures marques japonaises.

La chambre des maîtres

À l'intérieur, c'est sobre, élégant et de bon goût. Les matériaux utilisés ne sont pas aussi raffinés que ceux retrouvés dans une BMW, mais la qualité est là, et d'ailleurs plus que chez certaines japonaises de renom. Notre voiture d'essai proposait un environnement caractérisé par trois différentes teintes de beige, qui faisaient oublier l'allure trop souvent bon marché de certains habitacles des produits de la marque.

Une fois à bord, le conducteur prend place sur un siège moelleux et recouvert d'un cuir souple, mais qui manque visiblement de support. Par leur étroitesse, les sièges avant peuvent aussi s'avérer désagréables pour des personnes plus corpulentes.

La planche de bord, avec une console centrale inclinée vers l'avant, allie élégance et ergonomie. On y retrouve un heureux mélange de faux bois et d'aluminium brossé qui vient accompagner un éclairage électroluminescent d'inspiration

Lexus. Dans la plus pure tradition Hyundai, l'équipement de série est toujours aussi généreux. Cependant, aucun système de navigation et de commande téléphonique Bluetooth n'est encore disponible.

265 chevaux bien cachés

Un tout nouveau moteur, appelé Lambda, se glisse sous le capot de l'Azera. Entièrement conçu en aluminium, ce V6 de 3,8 litres offre beaucoup de couple à bas régime, permettant de bonnes reprises. Le moteur est souple et très silencieux, ce qui plaira aux conducteurs pour qui le confort prime. Toutefois, les 265 chevaux estimés par Hyundai sont très mal exploités par cette nouvelle boîte automatique à cinq rapports. D'une délicate lenteur, elle diminue considérablement les performances de la voiture, au point où l'on se demande si la voiture est plus puissante que la XG 350. Soit elle prend un temps fou à rétrograder, soit elle ne rétrograde tout simplement pas, ce qui oblige le conducteur à utiliser le système Shifttronic. Mince consolation, le conducteur patient peut apprécier des passages de vitesse imperceptibles, ainsi qu'un régime très bas à vitesse de croi-

sière, diminuant ainsi la consommation d'essence.

Des racines américaines

Celui qui possède actuellement une XG 350 ne sera pas dépaycé en prenant la route avec l'Azera. Tout est conçu pour offrir un confort à l'américaine, se comparant à celui que procure une Buick, par exemple. La suspension, relativement souple, absorbe efficacement les chocs, sans pour autant donner cette impression que l'on navigue en haute mer. Toutefois, la prise de roulis en virage est importante, obligeant ainsi le conducteur téméraire à calmer ses ardeurs. Et s'il en est incapable, le système de contrôle dynamique de stabilité — offert de série — entre en jeu pour corriger le tir.

Toujours dans l'optique d'offrir un confort ultime, la voiture propose de surcroît une direction sensible au régime du moteur, légèrement surassistée, et qui ne transmet que peu de sensations au conducteur. Le faible diamètre de braquage facilite toutefois les manœuvres en milieu urbain. En fait, la grande amélioration de l'Azera se situe au niveau du châssis. Non seulement, la voiture semble plus solide, mais les bruits de caisse et

autres craquements sont totalement absents. Voilà une preuve que la qualité de construction est aujourd'hui une norme chez Hyundai.

Conclusion

L'élégance des lignes, la garantie en béton et la richesse de l'équipement sauront certainement convaincre plusieurs acheteurs qui se seraient autrement tournés vers des produits américains. L'Azera ne possède pas le raffinement d'une Toyota Avalon et son comportement se situe au antipodes de celui d'une Acura TL. En revanche, sa construction sérieuse et son prix alléchant font d'elle une excellente valeur dans cette catégorie.

FICHE TECHNIQUE

HYUNDAI AZERA

- Moteur: V6 3.8 L
- Puissance: 263 ch
- 0 à 100 km/h: 8,6 s
- Vitesse maximale: 200 km/h (limitée)
- Consommation: nd (nouveau modèle)
- Echelle de prix: environ 34 000 \$ (nouveau modèle)

Collaborateur du Devoir

• AUTOMOBILE •



La ceinture de toit très arrondie, la calandre et les feux avant profilés, ainsi qu'un coffre surélevé par rapport à la ceinture de caisse, sont des éléments qui contribuent à la grande élégance des lignes de la Hyundai Azera.



LA FÉLICITÉ. À PARTIR DE 37 000 \$*.

Voici la toute nouvelle Lincoln Zephyr. Au savoir-faire et à l'excellence Lincoln, elle allie des performances éminemment sophistiquées. Enfin, une voiture au luxe raffiné à un prix qui va vous ravir.


LINCOLN
Visez plus haut
lincolncanada.com

* PRIX de la nouvelle Zephyr 2006 (modèle de base) : 37 000 \$. Les taxes sont calculées sur le montant total du véhicule. Frais de transport 1 150 \$, assurance, options et frais sont applicables en sus. Votre conseiller Lincoln peut vous aider à choisir l'option qui vous convient le mieux.

Cours de pilotage

Quand le rêve devient réalité

Un cadeau de Noël aussi original qu'inoubliable

Dans votre entourage, vous avez peut-être un(e) passionné(e) d'automobile. Le genre qui en parle, en mange, en dort, même! Et qui, dans ses rêves, s'imagine au volant d'une véritable voiture de course.

PHILIPPE LAGUÉ

Si vous avez un budget assez substantiel et/ou désirez faire un cadeau de Noël aussi original qu'inoubliable à cette personne, pourquoi ne pas lui permettre de réaliser son rêve en lui offrant un cours de pilotage? D'autant plus que ce n'est peut-être pas aussi dispendieux que vous ne le croyez. Certes, pour un cours complet — trois ou quatre jours, selon l'école choisie —, il vous en coûtera entre 4000 \$ et 5000 \$. Toutefois, si le cours complet est incontournable pour celui ou celle qui veut faire une carrière en sport automobile, un séjour d'une journée ou d'une demi-journée fera amplement l'affaire pour qui désire simplement s'initier à la chose. Dans ce cas, prévoyez plutôt une dépense de quelques centaines de dollars.

Au Québec et en Ontario
Au Québec, il existe au moins deux écoles de pilotage basées en permanence sur des circuits: AutoSport Basi à Saint-Eustache, et l'École de pilotage Jim-Russell au circuit du Mont-Tremblant. Dans le premier cas, il est difficile d'en dire plus puisque nos appels sont restés sans réponse et que le site Internet est inaccessible... Voilà qui n'augure rien de bon

sur le plan du professionnalisme, et les avis recueillis dans l'entourage de l'auteur de ces lignes confirment cette impression.

Chez Jim-Russell, on se retrouve cependant dans les lignes majeures. Cela se ressent également dans le cours de pilotage de deux heures, d'une durée d'une journée. Vous avez toutefois le privilège de rouler sur un des plus beaux circuits en Amérique du Nord, sous la supervision d'instructeurs qui font autorité dans le milieu de la course automobile au pays. L'École de pilotage Jim-Russell offre également un cours d'initiation appelé «Essai de conduite», d'une durée de trois heures, dont le coût varie entre 595 \$ et 695 \$, selon la journée. Par ailleurs, le propriétaire d'une voiture de sport qui désire améliorer sa façon de conduire afin de mieux exploiter les capacités de son bolide et ce, dans l'environnement ultrasecuritaire d'une piste de course, pourra opter pour le cours «Pilotage performant» (695 \$ pour une journée).

Il existe également une école de pilotage basée en permanence au circuit de Mosport à Bowmanville, près de Toronto: l'Académie de course Bridgestone. L'auteur de ces lignes a pu vivre l'expérience du cours d'initiation d'une journée l'été dernier — expérience qui s'est avérée concluante. Même si la piste est située en Ontario, il est possible de suivre le cours en français puisque l'instructeur-chef, Ugo Provencher, est un francophone. La compétence de ce jeune vétéran — il enregistre depuis une dizaine d'années — est reconnue par ses pairs et votre serviteur, qui a suivi plusieurs cours de pilotage au cours des 10 dernières années, ne peut que le confirmer.

Le circuit de Mosport n'est pas à la porte: il faut compter au moins quatre heures de route. Il est cependant très facile d'accès et, surtout, les prix de-

mandés à l'Académie de course Bridgestone sont généralement inférieurs à ceux de l'école Jim-Russell. Pour deux heures de route de plus, cela peut valoir la peine. Ceux qui connaissent le magnifique circuit ontarien resteront cependant sur leur faim, puisque le cours de pilotage est dispensé uniquement sur une plus petite piste, située juste à côté. Ce qui n'est pas le cas à Mont-Tremblant, par exemple. Le site Internet vous donnera la liste complète des prix: les forfaits Thrill Of A Lifetime (1, 2, 3 et 5+) sont toutefois très intéressants, particulièrement dans l'optique d'un cadeau. L'échelle de prix varie entre 565 \$ (pour une demi-journée) et 1290 \$ pour le cours d'une journée le plus complet (3+).

Un mot en terminant sur la Formation de conduite BMW. Contrairement aux écoles de pilotage mentionnées précédemment, l'apprentissage ne se fait pas au volant d'une monoplace de Formule 2000. Ce sont plutôt des voitures de série — des BMW, bien entendu — qui sont utilisées. L'approche est pertinente puisque elle place l'élève dans des conditions réelles. Par ailleurs, la qualité des instructeurs est, encore une fois, un des points forts de ce programme. Cinq types de formation sont offerts; les trois premiers se font au volant d'une BMW Série 3, tandis que les cours de formation Suprême et Suprême II permettent de conduire la M3, une sportive de renom. La Formation de conduite BMW n'est pas installée à demeure sur un seul circuit; il faut donc consulter le site Internet pour connaître l'emplacement des prochaines sessions. Les prix? De 300 \$ à 3250 \$.

Autre particularité intéressante, BMW offre également un programme hivernal pour ses cours de conduite avancée. Cette fois, le coût est de 3250 \$, ce



Un cours de pilotage de l'Académie de course Bridgestone.

qui comprend notamment les repas et deux nuitées au Château Montebello.

Pour renseignements supplémentaires:
■ École de pilotage Jim-Russell
www.jimrussell.com
■ Académie de course Bridgestone
www.race2000.com
■ Formation de conduite BMW
www.bmw.ca

Collaborateur du Devoir

CHARLES RENÉ

Vous êtes en panne d'inspiration en ce qui a trait à l'achat d'un cadeau de Noël? La personne que vous voulez combler est un fana d'autos? Avez-vous pensé à l'achat d'une voiture miniature préassemblée?

Comment s'y retrouver?

Pratiquement toutes les facettes de l'automobile moderne ont été visitées par les entreprises se spécialisant dans la reproduction d'autos. Les voitures des années 1950 et 1960 sont présentement très en vogue. Elles sont achetées pour la plupart par des baby-boomers voulant se rappeler cette époque bénie. De plus, les manufacturiers de modèles réduits n'hésitent pas à travailler de concert avec les constructeurs pour développer des nouveaux produits.

Les dimensions les plus populaires auprès des consommateurs sont à l'échelle 1/18 (d'une longueur d'environ 21 cm) et 1/43 (près de 10 cm de long). Ces derniers modèles sont les plus prisés malgré leur plus petit gabarit. Ils ont certes l'avantage d'occuper moins d'espace, mais, en contrepartie, ils offrent une moins bonne idée de ce qu'est le véhicule qu'on a voulu reproduire. Les véhicules à l'échelle 1/18, quant à eux, sont appréciés pour la reproduction globale de l'original et la capacité de distinguer les différentes com-

posantes mécaniques et esthétiques. Ces répliques sont, la plupart du temps, fabriquées en métal moulé et en plastique dont la qualité varie selon le coût du joujou.

Les manufacturiers

Puisqu'il est question de prix... Au bas de l'échelle, on retrouve deux compagnies se disputant la plus grosse part de marché des véhicules 1/18: Maisto et Mattel (sous la légendaire bannière Hot Wheels). De qualité correcte, leurs produits sont offerts à bas prix (à partir d'environ 25 \$) dans les magasins à grande surface. Ils sont parfaits pour ceux qui ne veulent pas se ruiner en achetant ce genre d'article. Avis aux amateurs de «tuning»: Mattel, profitant de l'intérêt suscité par la sortie des films *Rapides et dangereux* 1 et 2, offre une série reproduisant des véhicules esthétiquement personnalisés.

Si vous voulez acheter une miniature ayant été reproduite plus fidèlement, regardez du côté de marques comme Minichamps, AutoArt ou Kyosho, ce qui est le cas pour des véhicules d'échelle 1/18 ou 1/43. Ces marques offrent des produits de qualité démontrant un bon souci du détail. Mais il y a un prix à payer, soit au moins 70 \$ pour une voiture à l'échelle 1/18. D'ailleurs, Minichamps est présentement un chef de file du côté des reproductions de plus récentes voitures



Quelques voitures miniatures offertes chez Bibliauto.

ANNIK SH DE CARUPEL LE DEVOIR

de Formule 1, par l'entremise de sa division Paul's Model Art.

Les choses commencent à devenir sérieuses lorsque l'on arrive dans le haut de gamme. Le leader incontesté en la matière est la compagnie californienne Exoto. Cette compagnie, fondée en 1986, se concentre sur l'échelle 1/18, recréant principalement des engins de course ayant connu leurs temps de gloire du début des an-

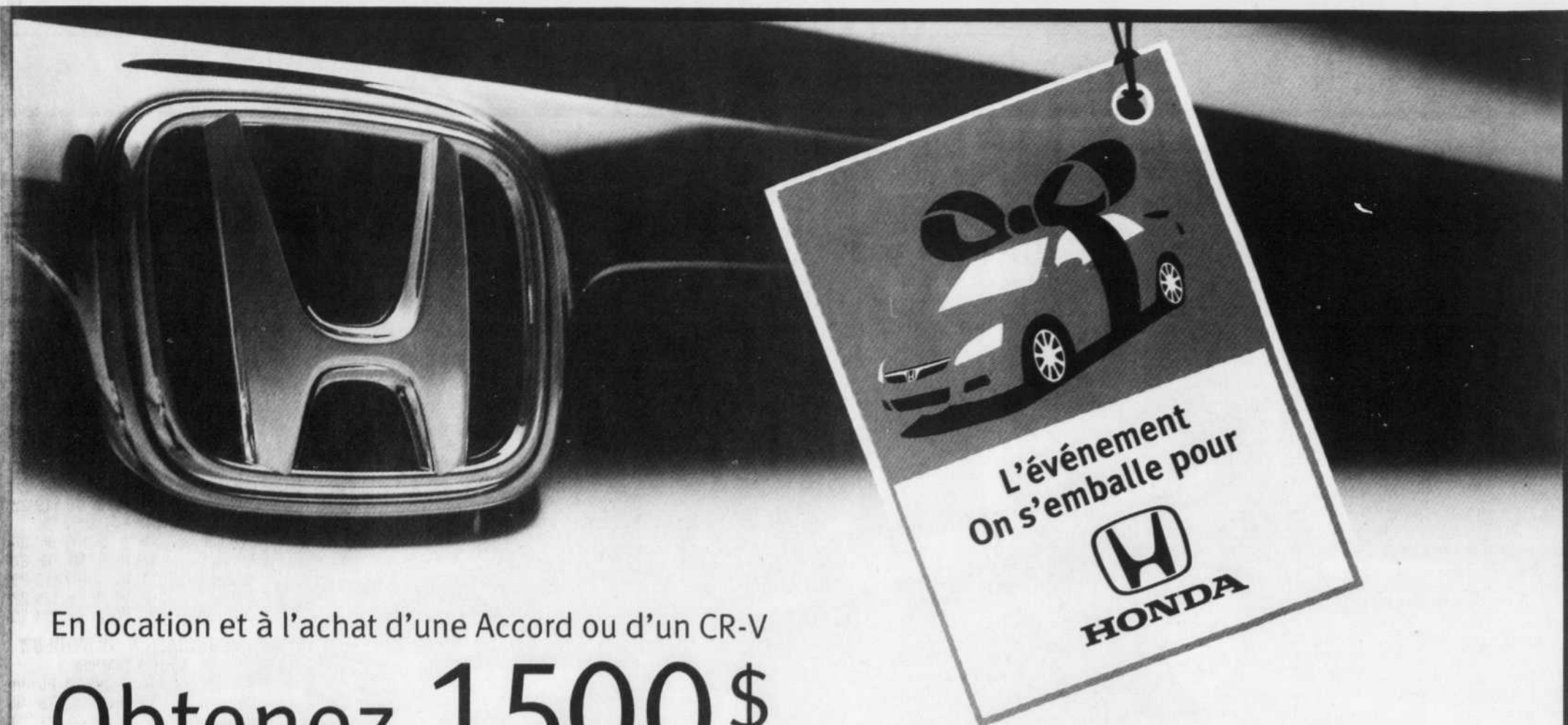
nées 1960 jusqu'à la fin des années 1970. Chaque véhicule est numéroté et rappelle un événement particulier. Par exemple, nous pouvons retrouver dans le catalogue Exoto une F1 de Gilles Villeneuve, soit la Ferrari 312 T4 datant de 1979 et fabriquée en l'honneur de sa victoire au Grand Prix des États-Unis au circuit de Watkins Glen (NY), sous un véritable déluge. Si vous avez été un

fan du regretté pilote, vous vous rappelez sûrement de cette course dantesque. Fabriquée à la main, cette voiture est composée de pas moins de 250 pièces recréées rigoureusement à l'échelle. Les voitures de la série d'Exoto sont offertes à partir de 180 \$.

Où en trouve-t-on?
En plus des magasins à grande surface, certaines boutiques de

QUELQUES LIENS INTERNET:

- Exoto
www.exoto.com
- AutoArt
www.autoartmodels.com
- Maisto
www.maisto.com
- Minichamps
www.minichamps.com
- Hot Wheels
www.mattel.com
- Bibliauto
www.bibliauto.com



En location et à l'achat d'une Accord ou d'un CR-V


Obtenez 1500\$ en certificat-cadeau†

À utiliser à votre guise :

- › carte d'essence
- › accessoires
- › garantie prolongée...



Berline Accord EX
illustrée

 Route :
6,3 L/100 km**

Berline Accord
DX 2006
et
CR-V SE 2006

Prix de location
298\$*
par mois/48 mois


Taux de financement à partir de
2,9%

0\$
dépôt de sécurité

Incluant
96 000 km
Transport et préparation inclus
en location seulement.



CR-V SE 4x4
illustré

 Route :
8,0 L/100 km**

hondaquebec.ca

**OUI, ON A FAIT
LE PLEIN** 

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC



HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ hondaquebec.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2006 mentionnés ci-après. Période de location de 48 mois. Berline Accord DX (modèle CM5516E) et CR-V Édition Spéciale (modèle RD7756EX). Pour les véhicules, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Berline Accord DX (modèle CM5516E) : a) 298 \$, b) 3 731 \$, c) 18 035 \$. CR-V Édition Spéciale (modèle RD7756EX) : a) 298 \$, b) 5 679 \$, c) 19 983 \$. Franchise de kilométrage de 96 000 km, frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. **EnerGuide pour 2006 publiées par NRCan. Consommation de carburant ordinaire sans plomb. Transmission automatique pour le CR-V et transmission manuelle pour l'Accord. †Certificat-cadeau de 1 500 \$ incluant les taxes, applicable sur l'Accord et le CR-V 2006. L'offre n'est pas transférable, monnayable ou être jumelée. Valable seulement chez vos concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le manufacturier.

ÉTHIQUE ET RELIGIONS

Entente privée entre Torys et Hollinger International

Quand des avocats paient des millions pour une faute qu'ils prétendent n'avoir pas commise



Jean-Claude Leclerc

Alors que, au milieu de maints procès entre ex-partenaires de son empire, le magnat de presse Conrad Black et de proches associés sont accusés de fraude aux États-Unis, au Canada, une entente est survenue entre Hollinger International, une société qu'ils ont présumément pillée, et une firme d'avocats, Torys, qui n'aurait su en protéger les intérêts.

«Nous sommes heureux, déclare le communiqué, qu'un règlement sans aveu de faute de notre part ait été trouvé. Bien que Torys ait agi de bonne foi tout au long de ses représentations à Hollinger International, nous croyons dans le meilleur intérêt de nos clients, nos employés et notre firme, de mettre cette affaire derrière nous.»

D'aucuns se surprendront qu'une société verse des millions en raison d'un manquement qu'elle ne reconnaît pas. Le compromis sans aveu de faute est une pratique répandue dans les litiges de nature commerciale ou privée. Mais pareil arrangement n'est pas sans soulever, dans les affaires d'intérêt public, quelques questions.

Certes, mieux vaut éviter un coûteux procès, dit-on souvent, qu'obtenir une victoire qui déchirera un peu plus les parties. Mais quand des enjeux publics sont en cause, peut-on traiter ces affaires comme purement privées?

Va pour des marchands de tapis, qui règlent en douce une querelle basement commerciale. De nos jours, il arrive même qu'une riche célébrité, victime d'un coup monté, s'entende avec l'auteur du traque-

nard, plutôt que d'affronter un faux scandale. Mais chez des juristes? L'affaire étonne.

Libre à chacun de faire la charité à qui réclame indemnisation pour des torts imaginaires. Mais telle n'est pas la situation qui prévaut dans l'ancien empire Hollinger. Conrad Black et certains de ses proches sont accusés d'avoir soustrait des centaines de millions à une entreprise et donc aux autres actionnaires.

Ou bien Black ne s'est pas enrichi indûment, et les actionnaires américains errent dans leurs prétentions. Mais alors pourquoi les avocats qui ont donné le feu vert aux pratiques de Black verseraient-ils des millions simplement pour satisfaire des mécontents? N'est-ce pas encourager le harcèlement financier, notamment contre des institutions à la réputation quasi sacrée?

Ou bien Black sera reconnu coupable au procès qui l'attend à Chicago, et les mécontents auront eu raison de se plaindre. Mais alors, si les avocats n'ont rien fait de répréhensible, pourquoi auront-ils accepté que soient versées des sommes si importantes? Et s'ils ont, au contraire, failli à leur tâche, pourquoi clamer n'avoir commis aucune faute?

Qu'un comptable laxiste se débarrasse d'une mauvaise affaire en remboursant un client, passe encore; il n'est pas officier de justice. De la part d'un juriste, toutefois, il devrait en être autrement — à moins de tenir le Barreau, quelle horreur, pour une simple chambre de commerce, et une étude de droit, pour une obscure agence des mers du Sud.

Une pratique qui fait froncer les sourcils

Les professionnels, avocats, comptables et autres experts qui ont été mêlés aux décisions en litige chez Hollinger International sont des témoins potentiels, tant dans les poursuites civiles déjà en marche qu'aux récents procès criminels ouverts aux États-Unis. Toute entente d'un témoin potentiel avec une partie à ces litiges n'influe-t-elle pas sur la qualité de son éventuel témoignage?

Advenant une enquête dans les pratiques de l'empire de Conrad Black, la société Hollinger International, en signant une entente avec Torys, libère ces avocats des fautes qu'elle leur reprochait. Or, d'autres procédures sont en marche. Un recours collectif a été engagé contre Torys. La Security & Exchange Commission des États-Unis examine le rôle de ces avocats chez Hollinger International. L'affaire n'a rien d'une querelle entre voisins.



Conrad Black lors de sa comparution devant un tribunal de Chicago, le 1^{er} décembre dernier.

Bien que la pratique des ententes «sans aveu de faute» soit répandue, le recours à ces règlements privés et souvent confidentiels devrait parfois fronder les sourcils. Une simple victime de vol, dit-on, n'a pas le droit de s'entendre avec son voleur même pour alléger sa perte et même si l'idée d'aller en cour lui déplaît. Une autre éthique doit-elle s'appliquer dans les conflits entre sociétés?

Dans le cas de Hollinger International, l'intérêt public est fortement en cause. La légalité des décisions qui ont avantagé Black et ses associés est contestée: voilà qui importe aux règles concernant les administrateurs de compagnie. Peut-on empocher des millions sans égard aux intérêts de l'entreprise et des autres actionnaires?

Quand la comptabilité a été tripotée ou qu'un conseiller a participé à une fraude, la situation ne laisse pas de doute. Tout autre est le cas de Hollinger International, du moins aux yeux de ses anciens maîtres. Le bras droit de Black, David Radler, s'est

reconnu coupable, il est vrai. Mais Black lui-même prétend n'avoir dépeuplé personne: il soutient avoir agi en toute légalité et conformément aux avis des plus grands conseillers juridiques.

En toute hypothèse, les règles de gestion financière — dont les commissions de surveillance doivent vérifier le respect — ne sauraient être laissées à l'interprétation de firmes d'avocats. Ces firmes n'ont pas, en pareilles circonstances, un statut de conseil indépendant. Encore moins s'il leur arrive, comme chez Torys dans le présent cas, de servir plus d'un maître à la fois. Au surplus, il ne s'agit pas simplement de clarification juridique. Des intérêts pécuniaires importants sont en jeu.

Torys, faut-il comprendre, ne prendra pas à même les primes de Noël de ses 300 avocats les millions qu'elle s'est engagée à verser. C'est un fonds d'assurance qui va devoir ouvrir largement ses goussets. La firme d'avocats s'est sans doute acquies l'accord de l'assureur. Mais vu l'importance du versement, des experts s'attendent à une escalade des coûts, tant pour les firmes qui paient les primes que pour leurs assureurs (qui se couvrent eux-mêmes par une «réassurance»).

Impact important

Mais en quoi, diront certains, ces malheurs d'avocats d'affaires et d'actionnaires américains devraient-ils intéresser le public d'ici? Une première réponse, pas tout à fait banale, tient en un mot: l'impôt. S'est est vrai que les «deals» en litige ont frustré le fisc canadien de sommes importantes, les contribuables ont intérêt à voir débusquer et interdire les pratiques qui en sont la source.

Il y a plus. Des Américains n'auront pas été, le cas échéant, les seules victimes des pratiques en cause. Les Canadiens en auront aussi subi les conséquences. Les millions dont on parle n'auraient peut-être jamais dû être payés dans la vente des grands journaux canadiens de cet empire au télédiffuseur de Winnipeg, CanWest Global.

Ecrasé par la dette qu'il a alors contractée, le nouveau propriétaire n'a eu de cesse, depuis, de sabrer la qualité de ces journaux. Au Canada, dit-on, la réforme éthique des entreprises tarde. Dans le cas des empires de presse, elle aurait dû être lancée depuis longtemps.

redaction@ledevoir.com

Jean-Claude Leclerc enseigne le journalisme à l'Université de Montréal.

ÉTATS-UNIS

Le sénateur Obama accuse les républicains de pratiquer le «darwinisme social»

Orlando — Les républicains au pouvoir aux États-Unis pratiquent le «darwinisme social», une philosophie discréditée qui préconise la survie du plus fort, a déclaré le sénateur de l'Illinois, Barack Obama, étoile montante du Parti démocrate.

Seul élu afro-américain du Sénat, Obama a expliqué lors d'une réunion des démocrates de Floride que l'application de cette théorie

expliquait le fait que des sinistrés de l'ouragan Katrina continuaient de vivre dans leur voiture tandis que les républicains préparent une réduction d'impôts de 70 milliards de dollars. «À Washington, cela s'appelle la "société de la propriété". Ce n'est pas la première fois que cette philosophie apparaît. Avant, on appelait cela le "darwinisme social", a-t-il dit samedi soir.

«La philosophie qu'ils mettent en œuvre a les résultats escomptés. Ils ne croient pas au gouvernement. Leur philosophie a pour but de démanteler le gouvernement», a-t-il ajouté.

Les républicains à la tête du gouvernement fédéral pensent que l'on «doit être seul pour acheter ses médicaments, pour financer sa retraite, pour acheter ses routes et ses barages», a poursuivi le sénateur en fai-

sant référence aux berges protégées la Nouvelle-Orléans et qui ont cédé au passage de Katrina, provoquant l'inondation de quartiers entiers de cette agglomération. Le darwinisme social est une transposition à la société humaine de la théorie de la sélection naturelle du naturaliste britannique Charles Darwin.

Reuters

EN BREF

Le pape contre la «pollution commerciale» autour de Noël

Rome — Le pape Benoît XVI a déploré que l'authenticité de la fête religieuse de Noël soit altérée par une «sorte de pollution commerciale», devant des dizaines de milliers de fidèles réunis place Saint-Pierre hier lors de la prière de l'angélus. «Dans la société de consommation actuelle, cette période [de Noël] su-

bit malheureusement une sorte de pollution commerciale, qui risque d'en altérer la spiritualité authentique, caractérisée par le recueillement, la sobriété et une joie non extérieure mais intime», a déclaré Benoît XVI devant la foule. Le pape a par ailleurs salué «la belle et solide tradition» des crèches de Noël, expliquant aux fidèles que le fait d'en «installer à la maison peut être un moyen simple, mais efficace de présenter sa foi et de la transmettre à ses enfants». Benoît XVI a ensuite salué les fidèles en français, anglais, allemand, espagnol, polonais et italien. — AFP

À LA TÉLÉVISION

Table with columns for CANAUX, time slots (18h00, 18h30, 19h00, 19h30, 20h00, 20h30, 21h00, 21h30, 22h00, 22h30, 23h00, 23h30, minuit), and program titles.

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

NOS CHOIX CE SOIR

Paul Cauchon

LE TÉLÉJOURNAL

Vous avez protesté, téléspectateurs exigeants, eh bien voilà: c'est ce soir que Radio-Canada ramène son téléjournal à la bonne heure, égaré qu'il était cet automne à 17h. Radio-Canada, 18h

SÉRAPHIN, UN HOMME ET SON PÉCHÉ

Nostalgie, reconstitution historique, petite misère, mélo de luxe et immense succès populaire. Avec une bien belle Donald. Radio-Canada, 19h30

GRANDS SPECTACLES

L'opéra Carmen est habituellement un succès garanti auprès des non-amateurs d'opéra. Cette production-ci, de la BBC, mettait en vedette en 2002 Anne Sofie von Otter. Arté, 19h30

LA PISCINE

Sensualité, mystère, suspense, un bon film de François Ozon. Télé-Québec, 22h

Advertisement for television programs: Ce soir 18h30 Ramdam, 19h Méchant contraste!, 21h Points chauds. Includes logos for 3 Gemmes, Télé-Québec, and telequebec.tv.

CONVERGENCE

MÉDIAS



Paul Cauchon

Gutenberg n'avait pas tout prévu

« Internet n'est pas un support de plus: c'est la fin du journalisme tel qu'il a vécu jusqu'ici [...] La presse n'a pas entamé un nouveau chapitre de son Histoire, mais bien une autre Histoire, sous le régime d'Internet. » Voilà le genre de phrase qui fait habituellement fuir. Car j'ai la plus grande méfiance envers les futurologues qui prédisent la révolution totale tous les six mois.

Mais, cette fois-ci, les arguments portent, et ces déclarations proviennent de deux journalistes qui semblent connaître leur affaire. À quel point Internet est-il en train de changer le journalisme? Jean-François Fogel et Bruno Patino, qui œuvrent au site Internet du *Monde* depuis cinq ans, viennent de publier chez Grasset *Une presse sans Gutenberg*, une des premières véritables tentatives en français de comprendre les bouleversements journalistiques en cours sur Internet.

Le journalisme électronique a suscité bien des mythes ces dernières années. Certains ont vu Internet comme une simple manière de distribuer autrement les journaux, d'autres y ont vu un nouveau mariage entre journaux et télévision, d'autres ont prédit la mort imminente de tout imprimé. Fogel et Patino, eux, soutiennent que les sites d'informations sur Internet ne peuvent plus être considérés comme étant une sorte de mélange du journal, de la radio et de la télé. « Une presse neuve est née sur Internet, avec son identité, son langage », disent-ils.

À partir de Madrid

Pour comprendre la nature de la bête, les auteurs passent en revue trois grands événements terroristes. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, expliquent-ils, le 11 septembre 2001 n'a pas marqué le triomphe d'Internet. Au contraire: le public planétaire s'est tourné vers la télévision, les sites Web plantaient à tour de rôle, débordés par la demande, et ils offraient peu de matière nouvelle. « Internet n'était pas encore à la hauteur d'un événement planétaire », disent-ils. C'est avec les attentats de Madrid en mars 2004 qu'on a senti la force du nouveau média, et surtout avec les attentats de juillet dernier à Londres. Dans ce dernier cas, le trafic sur Internet était diversifié, les contenus multimédias riches et accessibles en divers points du réseau, et, dans les minutes qui suivirent les attentats, les grands sites d'information offraient déjà de multiples photos et vidéos envoyés par les Londoniens eux-mêmes.

Partant de cet exemple, les auteurs tentent donc de définir les caractéristiques des sites d'information, qui échappent aux catégories traditionnelles. Dans la presse traditionnelle, ces catégories veulent que l'information soit hiérarchisée, priorisée, avec telle manchette en évidence, les sujets plus ordinaires juchés à la fin, une séparation claire entre l'information et le commentaire, tout aussi claire entre le travail du journaliste professionnel et l'opinion du lecteur, et ainsi de suite.

Mais, sur une page Web on trouve de plus en plus côte à côte, sans hiérarchie, l'information et l'opinion, le contenu travaillé par la rédaction et l'information brute fournie par les agences, le travail journalistique et le contenu envoyé par les internautes, le texte écrit et le contenu audio et vidéo, l'information de jour et des extraits d'archives remontant à plusieurs années.

Alors qu'il existait auparavant une sorte de division voulant que la radio annonce la nouvelle, la télévision la montre et le quotidien la mette en perspective, sur l'écran, « les spécificités de chaque média deviennent des variations d'une même expérience, le journalisme diffusé sur Internet », écrivent les auteurs. Internet « est tout à la fois contenu, canal de diffusion, centre d'archives mises à jour en continu et lieu de débats ».

L'importance des hyperliens

Fogel et Patino avancent une autre idée. Faisant l'histoire des moteurs de recherche, expliquant comment toute l'information est disponible partout sur le réseau, ils soutiennent que l'information présente sur Internet est moins importante que les liens qui permettent de la trouver. Produire l'information compte pour très peu, puisqu'elle est partout disponible, disent-ils. « En revanche, maîtriser sa recherche et son transfert deviennent les activités essentielles. »

Une site d'information ne propose aucun sens pour sa visite. Chaque internaute y dessine son propre mouvement, au gré des clics, des hyperliens. Le média se caractérise par la multiplicité, la fragmentation, la discontinuité, le mélange. Et les journalistes en ligne ne sont pas les reporters d'un journal, explique un patron du site du *New York Times* cité dans le livre. Ce sont « des producteurs, des éditeurs. Ils construisent des informations. Ils y ajoutent des choses. »

Fogel et Patino abordent bien d'autres sujets, des algorithmes à la typographie des sites Web, et ils discutent évidemment des nouveaux modèles économiques à mettre en place dans ce nouvel univers. Ils remarquent un « effondrement de la valeur de l'information », dans le sens où elle est gratuite. « Le temps nécessaire à prendre connaissance de l'information est devenu un bien plus rare que l'information elle-même », disent-ils. Mais les auteurs n'arrivent pas à proposer de modèle économique clair pour se tirer d'affaire sur la Toile. Et ils me semblent passer un peu vite sur le fait que les sites d'information les plus populaires sont souvent ceux des grands médias, ce qui indiquerait que, sur Internet, ce sont les entreprises de presse traditionnelles qui conservent actuellement le leadership. Mais pour combien de temps?

pcauchon@ledevoir.com

TECHNOLOGIE

Pour être toujours branché

Comment garder le fil de l'information au bout des doigts

La plupart des études indiquent que les gens utilisent Internet pour suivre l'information pendant la journée. Le matin étant réservé au royaume de la radio et des journaux, le soir demeurant une chasse gardée pour la télévision. Afin de « voir » l'info du jour, comme le disait si bien Yvon Deschamps. Alors, pour bonifier votre utilisation d'Internet pour trouver l'information du jour et, même, celle de l'instant, je vous suggère aujourd'hui quelques moyens supplémentaires pour garder le fil de l'info au bout des doigts.

D'abord, l'outil de prédilection pour l'accro de l'info de nos jours, le site *Google News*, maintenant disponible en version francophone pour le Canada. Comparativement aux 4500 sources d'information surveillées à la minute dans la version originale américaine, la version « *Actualités Canada* » tire bien son épingle du jeu, ajoutant plus de 500 sources supplémentaires francophones que l'on ne retrouve pas dans le service principal de *Google News*. Du nombre des sites ajoutés, en plus des textes du *Devoir*, on retrouve notamment les textes de nouvelles publiés sur des sites comme *Libération*, *L'Express*, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, les agences de presse francophones, les radios et télé francophones et, bien sûr, des textes en provenance de sites de chez nous comme ceux de *Radio-Canada*, *Canoe* et *Cyberpresse*.

C'est donc un excellent moyen pour avoir un coup d'œil rapide sur l'actualité en général, vue et rapportée par les médias francophones de la planète présente sur le Web. Une info disponible dans la minute, par un des agrégateurs de contenu nouvelles les plus puissants du monde. Et rappelez-vous que ce service est gratuit.

Si vous trouvez trop fastidieux le fait de devoir passer à travers toute cette information pour trouver la votre, vous pourriez utiliser l'outil de personnalisation et retrouver sur votre page *Google* uniquement l'info qui vous intéresse ou provenant uniquement de médias qui vous intéressent. Si vous désirez pousser encore plus loin l'expérience



Bruno Guglielminetti

de la personnalisation, toujours gratuitement, vous pourriez décider d'utiliser le système de filtrage de l'info qu'offre *Google News* et ainsi recevoir par courriel une alerte pour souligner la parution d'un nouvel article qui répond à vos critères de recherche sur l'une des sources de *Google*. Et rien n'empêche de recevoir également ce type d'alerte directement sur votre téléphone cellulaire si la recherche relève d'une importance capitale.

Tourner les pages

Pour une recherche de type plus traditionnelle, c'est-à-dire en tournant les pages d'un journal une à une, il existe aussi un outil sur le Web. Le site *PressDisplay* permet de consulter en ligne les versions papier de plus de 250 quotidiens ou hebdomadaires publiés dans le monde entier. Ce service offert par l'entreprise vancouveroise *NeuspaperDirect* permet littéralement de tourner une à une les pages de quotidiens publiés ici au pays, mais également, ailleurs dans le monde comme en France, en Russie ou en Afrique du Sud.



Le site *PressDisplay* permet de consulter en ligne les versions papier de plus de 250 quotidiens ou hebdomadaires publiés dans le monde entier.

Concrètement par exemple, le service offre la possibilité de lire les propos du chroniqueur Franco Nuovo ou de son collègue Michel C. Auger dans les pages du célèbre *Journal de Montréal*. Ce qui est impossible ailleurs sur Internet depuis que la direction du *Journal* a retiré le contenu du *Journal* en ligne. Le site *PressDisplay* permet également de faire le survol du quotidien à l'aide de vignettes qui capturent chaque page du journal, de regarder le journal section par section et, enfin, de sélectionner ou d'imprimer le texte qui vous intéresse. Mieux encore, dans le cas de la presse étrangère, l'outil permet de faire de la traduction machine dans plus de dix langues, dont le français. Bref, plus de raison pour ne pas suivre les Jeux de Turin par les yeux des journalistes locaux de *La Gazzetta dello Sport*.

« Oui, mais combien ça coûte? » J'y arrive. Je voulais garder la bonne nouvelle pour la fin. Cher contributeur québécois et québécoise, c'est gratuit pour vous. Dites merci à Mme Bissonnette et à son équipe qui rendent l'accès gratuit aux usagers du site Web de la Grande Bibliothèque du Québec. Normalement, le tarif d'abonnement pour avoir accès à ce service tourne autour de 10 \$ par mois pour une utilisation minimale et de 30 \$ pour une utilisation moyenne.

Mais en accédant au service *PressDisplay* au moyen de la section Ressources en ligne, sous le lien Bases de données, revues et journaux Ressources en ligne, vous trouverez votre chemin gratuitement vers cet Eldorado de la presse écrite du monde entier. Évidemment, pour y accéder par le site de la GBQ, vous devrez montrer patte blanche en donnant votre numéro d'abonné de la GBQ. Voilà, les portes du site *PressDisplay* vous sont toutes grandes ouvertes.

En terminant, une autre source importante d'information pour garder un contact constant avec l'info, entre deux

lectures du *Devoir*, c'est bien sûr l'abonnement au fil RSS. Si l'abonnement à la source RSS (*really simple syndication*) a longtemps été l'apanage des carnets Web de particuliers, aujourd'hui, la plupart des grands sites d'info offrent ce service d'abonnement qui permet de recevoir chez vous les grands titres, et quelquefois le résumé des manchettes, là où vous le désirez, aussitôt que l'info fait son apparition sur le site de l'éditeur.

Le plus bel exemple en la matière demeure le site d'actualité de Yahoo qui permet l'abonnement à une centaine de fils de nouvelles triés par champs d'intérêt. Que ce soit le golf, le cinéma ou la politique dans le Proche-Orient qui vous intéresse, vous trouverez un abonnement gratuit qui vous conviendra pour toujours recevoir la dernière nouvelle dans le domaine. Une fois abonné à un service de nouvelles de la sorte, vous pourrez recevoir cette information dans un logiciel créé uniquement pour cette tâche, comme le logiciel québécois *News Interceptor* ou l'intégrer à votre page Web personnelle.

- Google News news.google.com
- PressDisplay www.pressdisplay.com
- Grande Bibliothèque du Québec www.bnquebec.ca
- Yahoo News RSS news.yahoo.com/rss
- News Interceptor www.newsinterceptor.com

bguglielminetti@ledevoir.com

Bruno Guglielminetti est réalisateur et chroniqueur nouvelles technologies à la Première Chaîne de Radio-Canada. Il est également le rédacteur du Carnet techno (www.radio-canada.ca/techno).



Google offre un excellent moyen pour avoir un coup d'œil rapide sur l'actualité en général.

La «CNN russe»

Russia Today est entrée en ondes samedi

Moscou — Russia Today (RT), chaîne d'informations en continu et en anglais présentée par Moscou comme une « CNN russe » censée contrer l'image négative de la Russie à l'étranger, a commencé à émettre samedi.

Sous le logo de la chaîne — les initiales RT sur fond vert —, une présentatrice anglophone a ouvert le premier flash sur un affaire de préparations médicales à base de sang contaminé par le virus du sida dans la région de Voronej (400 km au sud de Moscou), remontant à mercredi dernier.

Pendant ce temps, défilait sur un bandeau semblable à celui de CNN des informations sur « la hausse des investissements en Russie » ou « le sort incertain de quatre otages en Irak », lors de ce premier journal

essentiellement consacré à l'actualité russe.

Cette chaîne, lancée par l'agence de presse gouvernementale Ria-Novosti, a reçu de l'État un budget initial de 30 millions de dollars pour faire changer la vision négative que les étrangers ont de la Russie, une idée en vogue au sein de l'administration présidentielle russe depuis les début des années 2000.

Annoncée en juin dernier, elle a suscité des controverses avant même sa première émission, dans un pays où les médias audiovisuels sont sous le contrôle étroit des autorités.

Samedi, les premières informations sur Russia Today se sont poursuivies par un sujet sur « les historiens de la CEI » (la Communauté des États indépendants, qui englobe les pays de l'ex-URSS à l'excepté

tion des pays baltes). Ceux-ci critiquent selon la chaîne « les livres de classe publiés après la chute de l'URSS » dans certains pays de l'ex-bloc soviétique « qui sont souvent anti-russes », dans une allusion voilée aux pays baltes et à l'Ukraine et à la notion d'« occupation » soviétique de ces pays.

Employant quelque 500 personnes — dont de nombreux étrangers —, la chaîne, visible en Russie sur le bouquet satellitaire NTV-Plus, annonce émettre vers l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie via les satellites Intelsat Americas 5, Hotbird 6 et Taiwan 3. Elle dispose déjà de quatre bureaux à l'étranger, à Londres, Washington, Paris et Jérusalem.

Agence France-Presse

EN BREF

Vidéo: le téléchargement est déjà une réalité

En moins de deux mois, deux grands réseaux américains ont signé des ententes avec Apple pour distribuer des émissions de télévision sur l'Ipod. Ainsi, après l'annonce en octobre d'une entente avec ABC pour offrir cinq émissions en téléchargement sur l'Ipod, Apple annonçait la semaine dernière une deuxième entente, avec NBC, pour distribuer onze émissions. Comme dans le cas du téléchargement de la musique, les internautes peuvent donc obtenir différents titres sur leur ordinateur, moyennant 1,99 \$ chaque émission (rappelons qu'en ce qui concerne la musique Apple offre les pièces à 99 c l'unité). NBC offre des épisodes de titres récents comme *Law & Order* et *The Office*, tout comme d'anciennes séries comme *Dragnet* ou *Alfred Hitchcock presents*. L'entente prévoit aussi le téléchargement d'émissions sur le câble comme *Monk* et *Battlestar Galactica*. NBC offre également chaque jour des extraits sans publicité du *Tonight Show With Jay Leno* diffusé à la télévision la

veille. Quant à ABC elle offre, entre autres, sa série *Lost*. Tous les spécialistes des communications voient dans le téléchargement d'émissions de télévision le prochain grand bouleversement à

se produire sur Internet, après l'onde de choc causée par le téléchargement de la musique, d'abord illégal, et maintenant encadré légalement par des produits comme iTunes. — *Le Devoir*



La collection vidéo offerte en ligne par iTunes

Prix Pulitzer: une ouverture du côté d'Internet

Pour la première fois de leur histoire, les prix Pulitzer acceptent l'année prochaine que leur soit soumis le matériel publié sur Internet. Mais la direction des prix Pulitzer n'est pas encore prête à créer un prix spécifique au journalisme en ligne. La nouvelle étape, annoncée la semaine dernière, consiste plutôt à pouvoir soumettre en candidature aux différentes catégories des prix Pulitzer le matériel publié en ligne en compagnie du matériel publié dans les journaux et magazines. Selon un des administrateurs des prix Pulitzer, Sig Gissler, « la compétition reflète maintenant le mélange d'imprimé et de matériel en ligne que recherchent la majorité des publications ». — *Le Devoir*

CULTURE

CINÉMA

Avec Munich, Spielberg risque la controverse

TANGI QUEMENER

Los Angeles — Le choix de Steven Spielberg de consacrer un film à la traque des preneurs d'otages des Jeux olympiques de 1972, épisode marquant du conflit israélo-palestinien, fait déjà couler beaucoup d'encre à deux semaines de la sortie de *Munich*.

Spielberg, l'un des maîtres du box-office depuis 30 ans, n'est pas un novice des films à tonalité grave; le réalisateur des *Dents de la mer*, de *Jurassic Park* et de *La Guerre des mondes* est aussi celui de *La liste de Schindler* sur l'Holocauste et d'*Amistad* consacré à la traite négrière.

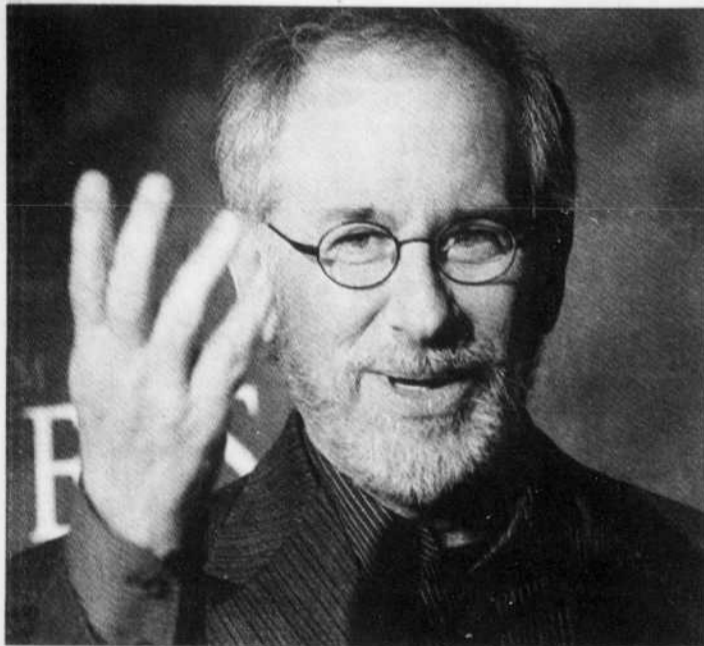
Mais avec *Munich*, long métrage à gros budget (70 millions de dollars), distribué par le studio Universal et qui sort le 23 décembre aux États-Unis, c'est la première fois que le réalisateur raconte un épisode d'une guerre toujours en cours.

Ce film marque aussi l'une des rares incursions de Hollywood sur le sujet du conflit israélo-arabe. En 1960, Otto Preminger avait réalisé *Exodus*, une fresque manichéenne sur fond de création de l'État hébreu 12 ans plus tôt.

Mais alors que la seconde Intifada est entrée en septembre dans sa sixième année et a fait plus de 4900 morts, *Munich* sera immanquablement regardé de très près par les deux camps.

Conscient de la sensibilité du sujet, Spielberg a entouré son tournage du plus grand secret, imposant le silence à l'équipe et ne dévoilant qu'une partie du scénario à ses acteurs, selon le magazine *Time*, qui a obtenu le seul entretien du metteur en scène sur sa nouvelle œuvre.

«Ce film est aussi une prière pour la paix [...]. Au milieu de toute cette intransigeance, il faut une prière pour la paix, parce que les plus grands ennemis ne sont ni les Palestiniens ni les Israéliens. Le plus grand ennemi dans la région, c'est l'intransigeance», a-t-il déclaré à l'hebdomadaire.



MARIO ANZUONI REUTERS

Munich, de Steven Spielberg, raconte la traque des preneurs d'otages des Jeux olympiques de 1972, épisode marquant du conflit israélo-palestinien.

Paramount Pictures rachète DreamWorks SKG pour 1,6 milliard

Los Angeles — La société Paramount Pictures, filiale du groupe de communication Viacom, a annoncé hier le rachat du studio indépendant DreamWorks SKG pour un montant total de 1,6 milliard de dollars comprenant le passif de l'entreprise fondée par Steven Spielberg, Jeffrey Katzenberg et David Geffen.

Paramount récupère ainsi un catalogue de 59 films, parmi lesquels les oscarisés *American Beauty* et *Gladiator*.

Steven Spielberg et ses deux associés avaient fondé DreamWorks en 1994 avec l'ambition avouée de multiplier les débouchés du studio: du cinéma à la

Munich raconte comment les services secrets israéliens ont poursuivi et tué les commanditaires de la prise en otages d'athlètes israéliens, les 5 et 6 septembre 1972, par huit Palestiniens du groupe terroriste «Septembre noir».

La prise d'otages s'était terminée par un carnage: 11 Israéliens, cinq Palestiniens et deux policiers allemands avaient trouvé la mort.

Mais le film pose aussi la question plus large des «assassinats ciblés» d'activistes par le gouvernement israélien, une pratique qui se poursuit aujourd'hui dans les territoires palestiniens.

«Les plus grands ennemis ne sont ni les Palestiniens ni les Israéliens. Le plus grand ennemi dans la région, c'est l'intransigeance»

Munich évoque les doutes de l'un de ses personnages, Avner Kauffman, chargé d'éliminer les commanditaires de la prise d'otages, une mission «qui met à l'épreuve l'âme d'un homme, et il était très important de montrer Avner en train d'essayer de préserver son âme», a indiqué Spielberg.

«Je suis toujours en faveur d'une réponse forte d'Israël lorsqu'il est menacé. Mais en même temps [...], cela crée un mouvement perpétuel», a souligné le metteur en scène.

Aucune réaction arabe au film n'a encore fait surface, mais un journaliste du *Haaretz*, quotidien de centre-gauche israélien, l'a vu et ne l'a «pas aimé», le qualifiant de «simpliste».

«La plupart des Israéliens n'ont pas vraiment de doutes sur la décision du gouvernement israélien de traquer et d'assassiner les responsables du massacre de Munich [...] Les metteurs en scène de Hollywood ne sont peut-être pas les mieux placés pour traiter de sujets aussi brûlants», a-t-il écrit mercredi.

«Après *La Liste de Schindler*, [Spielberg] est devenu le chouchou des juifs», a déclaré un responsable anonyme de la communauté juive américaine, cité par le site Internet Jewish News. «Nous craignons qu'il ne cherche maintenant à équilibrer cela. Il pourrait essayer de montrer que bien qu'il soit pro-juif, il n'est pas pro-Israël.»

Agence France-Presse

MUSIQUE CLASSIQUE

Le Festival de musique de chambre déménage au centre-ville

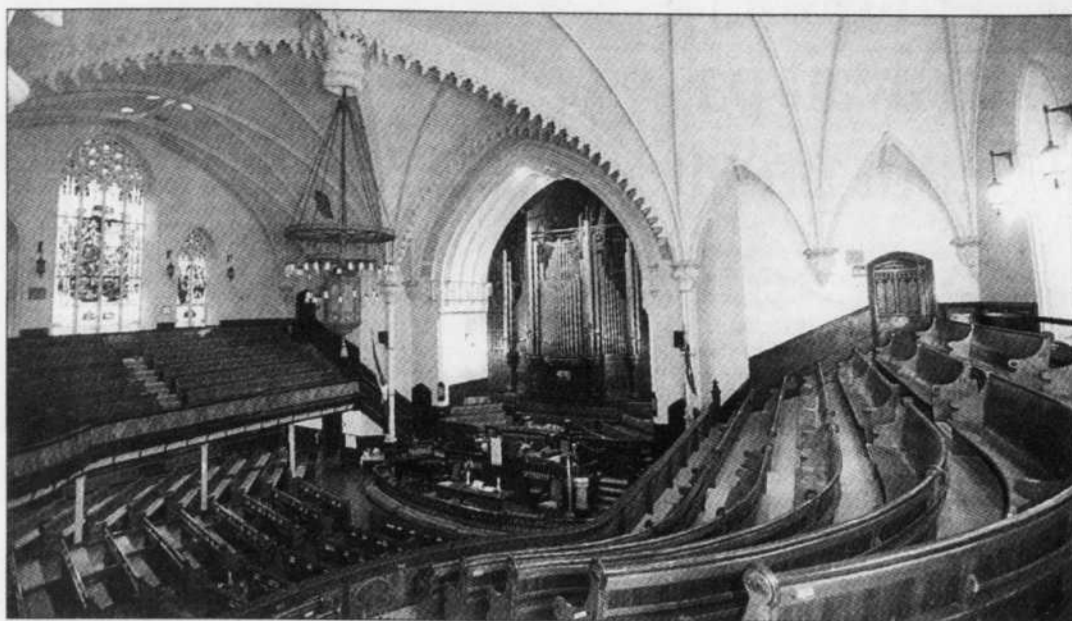
L'événement quitte la montagne pour l'Église St. James United

CHRISTOPHE HUSS

Announcement dans le monde de la musique classique à Montréal: le Festival de musique de chambre de Montréal, dont Denis Brott est le directeur artistique, quitte le Chalet de la montagne pour se redéployer à l'église St. James United au centre-ville. Pour la onzième édition du festival, Denis Brott désire faire «coïncider le pouls de la ville avec celui de notre musique». Finis, donc, le stationnement surtaxé, l'étuve par temps chaud et la cacophonie ambiante de l'esplanade du chalet: l'église de la rue Sainte-Catherine-Ouest, nouvellement rénovée, accueillera huit des neuf concerts de la *Série Classique* et les quatre concerts de la *Série Jazz* concotée par Oliver Jones. Le festival se déroulera du 8 au 30 juin 2006.

Le volet classique s'ouvrira par un concert «*Viola Power*» à la Salle Claude-Champagne, dans le cadre du Congrès international d'alto. Un premier temps fort suivra immédiatement, avec, le 12 juin, la première audition canadienne de la transcription pour piano à quatre mains de la *Grande Fugue* de Beethoven, dont le manuscrit du compositeur vient d'être découvert il y a deux mois. Cette transcription pourrait éclairer notre perception de cette exigeante composition.

Le vivier d'artistes sera largement puisé dans le réservoir de la métropole, avec, dans la seconde partie du festival, pour trois concerts, l'ajout de Rachel Barton Pine, une excellente violoniste qui



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'église St. James United, située au centre-ville, a l'avantage d'héberger un orgue Casavant.

a enregistré plusieurs disques très convaincants pour l'étiquette Cédille de Chicago. Elle emmènera une troupe de musiciens, comportant notamment le violoniste Alexandre da Costa et le pianiste texan d'origine sierra-léonaise Awadagin Pratt, lors d'un marathon «*Mozart en folie*» qui durera de midi à minuit le jeudi 22 juin. Cet événement, qui attirera assurément les regards des médias, a ainsi de très fortes chances de téléscoper et peut être d'occulter la première journée du Festival Montréal baroque de Susie Nap- per, détail subtil qui n'échappera

pas à tous ceux qui sont au fait des coulisses, inimitiés et querelles du grand village de la musique classique, notre cher Clochemerle montréalais.

L'architecture du nouveau lieu de concerts, facilitera, selon Denis Brott, la programmation multimédia. Le directeur artistique se fait fort de marier les différentes formes d'art, en ajoutant une sélection d'extraits de films, de narrations et de productions théâtrales. Autre atout, St-James United donne aussi accès à un orgue Casavant, d'ailleurs utilisé lors de la journée Mozart.

Initiative très avisée, les organi-

sateurs, qui lèveront également des fonds lors d'un concert gala du 24 mai au Windsor, tentent d'engranger des abonnements dès les fêtes avec une offre, pour toute souscription avant le 15 janvier, allant jusqu'à 70 % de rabais par rapport au prix des billets à l'unité. Ce sont les moins de 30 ans qui pourront faire la meilleure opération, puisque le Festival vendra 100 laissez-passer à 100 \$ pour les 13 concerts classiques et jazz (renseignements sur www.festivalmontreal.org).

Collaborateur du Devoir

Le festival de cinéma de Dubaï s'ouvre avec Paradise Now

Dubaï — Le Festival cinématographique international de Dubaï, qui a l'ambition de jeter des ponts entre l'Orient et l'Occident, s'est ouvert hier avec la projection du film palestinien très controversé sur les attentats suicide, *Paradise Now* (Le Paradis maintenant).

Les stars américaines Morgan Freeman et Laurence Fishburne, le réalisateur franco-grec Costa-Gavras, le grand producteur indien Yash Chopra et la vedette du cinéma égyptien Adel Imam se trouvaient parmi les invités de la seconde édition de ce festival qui se terminera le 17 décembre.

Le festival «garde ses objectifs d'origine qui sont de jeter des ponts entre les cultures avec des films et en montrant le meilleur du cinéma arabe au reste du monde», a déclaré son directeur Neil Stephenson.

«Le monde arabe affronte de nombreuses crises et problèmes politiques et il a un besoin criant de dialogue», a déclaré le responsable de la programmation du festival, Massoud Amralla Al-Ali.

Paradise Now du réalisateur palestinien Hany Abou-Assad, qui a été projeté à l'ouverture du festival, avait été primé au festival international cinématographique de Berlin en 2005.

Il montre les dernières 24 heures de deux jeunes gens qui ont décidé de commettre un attentat suicide contre Israël, une «opération-martyre», selon la terminologie des extrémistes palestiniens. «Le film ne prend pas partie pour ou contre l'action, bien qu'il ait clairement une différence entre des terroristes qui tuent des gens et les Palestiniens qui combattent pour une juste cause», a déclaré le réalisateur.

«Le film se garde de glorifier les terroristes ou les combattants martyrs, et il montre le côté hu-



JACK DABAGHIAN REUTERS

Morgan Freeman

main de ces hommes», a-t-il ajouté en rappelant les difficultés du tournage du fait des courroux, des contrôles et des attaques de l'armée israélienne avec des roquettes.

Au total, 98 films et courts métrages provenant de 46 pays, et financés partiellement par l'Europe, sont programmés au festival auquel assistaient également le chanteur franco-algérien de raï Faouzi et le musicien militant britannique Bob Geldof.

Agence France-Presse

La Crise d'octobre en série télévisée

Halifax — Ce fut une des périodes les plus sombres de l'histoire du pays, alors que des gens étaient emprisonnés pour leurs idées politiques.

Le cinéaste Wayne Grigsby était là, il y a 35 ans à Montréal, où il travaillait comme journaliste. Maintenant, l'auteur et producteur des mini-séries *Trudeau* réalise une série télé sur la Crise d'octobre, qu'il tourne avec l'acteur Patrick Labbé à Halifax, jusqu'au début du mois de février.

Mis à part le fait qu'il s'agit d'un sujet prenant, la Crise d'octobre de 1970 continue d'avoir sa pertinence aujourd'hui, dit-il, parce qu'elle illustre la nécessité de disposer de mécanismes régulateurs.

«Il fallait faire attention lors des discussions politiques parce qu'elles devenaient rapidement plus passionnées que d'habitude», a dit M. Grigsby, qui avait alors 23 ans.

«Il fallait aussi faire attention où on décidait d'aller. [...] Si l'armée était près d'un immeuble, il y avait des risques que quelqu'un tente de

la faire exploser alors on gardait nos distances.»

Au début de ce mois d'octobre, des membres du Front de libération du Québec (FLQ) avaient enlevé le diplomate britannique James Cross. Quelques jours plus tard, le ministre Pierre Laporte avait à son tour été kidnappé; il devait par la suite être retrouvé mort dans le coffre d'une voiture.

En réponse aux enlèvements, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau avait invoqué la Loi sur les mesures de guerre. Des centaines de personnes ont été arrêtées sans mandat et détenues dans des camps de détention sous caution pendant des périodes allant jusqu'à trois mois. Alors que certains étaient choqués et effrayés de voir des soldats armés marchant dans les rues où des enfants se baladaient en vélo, M. Grigsby affirme que la vie suivait son cours. Il était facile pour lui d'oublier qu'il vivait dans un état policier. Mais il survenait quand même certaines situations qui

donnaient le frisson.

«En passant en voiture près d'un immeuble, il y avait des gars de l'armée qui se tenaient devant, a-t-il dit. Et vous vous retrouviez alors avec le canon d'un fusil sous le nez. C'était déconcertant et ça démontait quelque chose de solide?»

Coécrit par M. Grigsby et Peter Mitchell, la série doit être présentée en octobre 2006 à la télévision de CBC.

L'acteur québécois Patrick Labbé, qui était aussi de la distribution de *Trudeau*, joue le rôle d'un enquêteur de la police, en octobre 1970. Né l'année de la Crise d'octobre, il affirme qu'il ne connaissait pas grand-chose à propos de l'événement avant de lire le scénario.

«J'en apprendrais plus tout en jouant, a-t-il dit. Ce que je souhaite, c'est que la série soit présentée dans les classes d'histoire pour que les enfants en sachent plus au sujet de la Crise d'octobre.»

après avoir été déporté par les États-Unis.

«Je parie que, dans 10 ou 15 ans, on va apprendre que les preuves étaient très minces dans toute cette affaire là aussi, a-t-il dit. Est-ce que c'est établi à partir de quelque chose de solide?»

Coécrit par M. Grigsby et Peter Mitchell, la série doit être présentée en octobre 2006 à la télévision de CBC.

L'acteur québécois Patrick Labbé, qui était aussi de la distribution de *Trudeau*, joue le rôle d'un enquêteur de la police, en octobre 1970. Né l'année de la Crise d'octobre, il affirme qu'il ne connaissait pas grand-chose à propos de l'événement avant de lire le scénario.

«J'en apprendrais plus tout en jouant, a-t-il dit. Ce que je souhaite, c'est que la série soit présentée dans les classes d'histoire pour que les enfants en sachent plus au sujet de la Crise d'octobre.»

Presse canadienne